L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

N°39 - Vendredi 24 novembre 1989 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2 *Rennes : la France dans le monde*

3 *Pierre Mauroy*

4 *Stratégie du PCI*

6 *Crédit-formation : mise en place*

8 *Prévisions économiques 1990*

9-12 *"Vendredi" infos : budget 1990*

13 *La mère au travail*

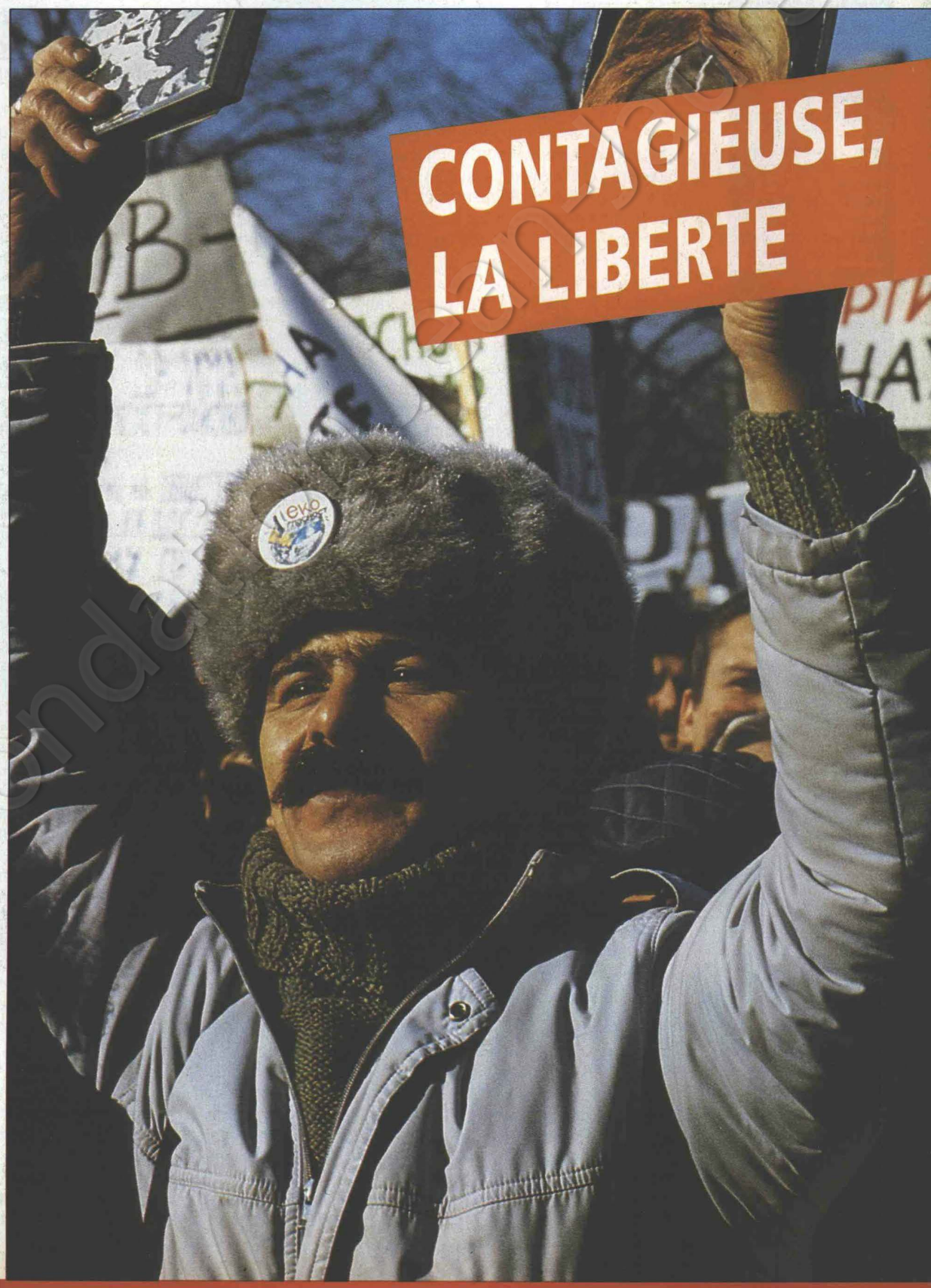
14 *D'autres régions ?*

16 *La Bulgarie aussi*

17 *Attente à Prague*

19 *J.-P. Chevènement*

Entre les pages 10 et 11, supplément mensuel "Paris", pages I à IV (pour les lecteurs de la capitale).



CONTAGIEUSE, LA LIBERTE



Radioscopie des contributions 6- La France dans le monde

Au siège du PS

Il faut bien, après coup, revenir sur les circonstances de l'action violente menée, le 15 novembre, contre le siège du PS. Vers 16 h, un groupe de manifestants des Impôts, se réclamant de la CGT, s'est présenté Rue de Solferino. Sans demander d'entrevue, ces personnes ont usé de violence. Avec des barrières métalliques, elles ont forcé la porte d'entrée, et endommagé plusieurs véhicules en stationnement. Le personnel du PS a tenté de s'interposer, et trois permanents ont été blessés. Il ne restait qu'à en appeler aux forces de l'ordre pour ramener le calme.
Le PS déplore de tels incidents, qui ne peuvent que nuire à l'action syndicale. Les responsables du Parti rappellent qu'ils sont toujours prêts à recevoir une délégation qui demande à discuter.

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétariat : Taoufik Khatib

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Secrétaire général : Jacques Goubin
Sylvie Foulon - Annick Jacquet
Publicité : Régie - Médias - Paris
Tél. 45.56.78.48

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : SIPA/PRESS / S.Julienne (couv.); Maillac / REA (p.7); Imapress / Marciro (p.11); AFP (P.12) ; Imapress/ Sigurd Thorson (p.13); AFP (p.17); T. Samson / AFP (p.17).

Ce numéro a été tiré à 270.500 exemplaires
Supplément Paris en encart central p.I à IV

Le sixième volet de notre analyse des contributions est consacré à la place de la France dans le monde. Comment les socialistes doivent-ils intégrer les mutations rapides de l'Est ? Où en est le dialogue Nord-Sud ? Quelle attitude adopter à l'égard des pays qui violent les droits de l'homme ?...

Les bouleversements à l'Est ont pris tout le monde de court. A tel point que les auteurs des contributions n'ont pu prendre en compte toute l'ampleur de l'évolution qui s'est accélérée ces dernières semaines. Certes, la politique gorbatchevienne et ses conséquences en Pologne et en Hongrie, les incitaient à s'interroger sur l'avenir de l'Europe, mais personne n'imaginait que l'Europe de l'Est s'effondrerait comme un château de cartes, à l'image du mur de Berlin.

La réunion informelle des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la CEE, autour de François Mitterrand, le 18 novembre, à l'Elysée, prouve bien l'importance de la situation. Pas de doute, quarante-cinq ans après Yalta, un nouvel équilibre géopolitique s'instaure. Comment les socialistes peuvent-ils se situer dans ce nouveau contexte ? Quelle doit être leur action ? Il semble que les différentes sensibilités qui s'expriment dans le débat préparatoire au congrès soient, dans l'ensemble, sur la même longueur d'ondes.

La responsabilité des socialistes

D'abord, tout le monde s'accorde à reconnaître, avec la contribution Jospin, que "Blum a eu raison en 1920 : il n'y a pas de socialisme sans démocratie."

Aujourd'hui, face aux mutations de l'Est, la responsabilité des socialistes français est encore plus engagée. "Actuellement, les pays communistes sont devant un choix : soit jouer la carte du libéralisme, soit tenter une solution de type social-démocrate, explique Jean-Pierre Dubois (contribution Poperen). La France et la CEE doivent travailler à offrir une autre perspective que le libéralisme absolu." Marc Paillet (contribution Stirn) renchérit : "Le libéralisme sauvage ne constitue pas une solution satisfaisante et les socialistes doivent construire un modèle pour l'Europe de l'Est." Même tonalité dans les propos de Jean-Claude Boulard (contribution Rocard) : "Par rapport au doute qu'ont pu avoir les socialistes, les événements de l'Est fournissent des indications sur ce que doit être notre identité. Pour l'Europe, et pour ce que nous pouvons proposer aux pays de l'Est, il faut articuler les règles du marché et de la solidarité."

Seul Julien Dray établit un lien entre les événements d'Europe centrale et les soulèvements en Amérique latine et en Afrique australe : "C'est une même évolution, c'est l'histoire des peuples qui correspond à un mouvement de génération."

La CEE et l'Est

Etablir un modèle, c'est bien, mais encore faut-il aider concrètement les pays de l'Est. "Il faut offrir à ces nations une aide beaucoup plus massive et rapide qu'aujourd'hui, ouvrir nos frontières à leurs produits, apporter une aide par l'argent, mais aussi par des formateurs, explique Pierre Guidoni ("Socialisme et République"). Le délabrement de ces économies est tel qu'il faut, au-delà d'une réduction de leur dette, mettre en place un cadre institutionnalisé de ressources, de crédits."



Marc Paillet préconise une aide davantage technique que financière : "Il ne sert à rien de verser de l'argent dans un tonneau des Danaïdes, et il faut éviter de créer des concessions et des îlots occidentaux. Les pays de l'Est doivent être aidés à se reconvertir à l'économie de marché. On doit les intégrer au marché international par l'envoi de missions de techniciens, d'ingénieurs et de conseillers." Pour les rocardiens, la meilleure manière de soutenir ces nations est d'encourager les entreprises françaises à s'installer sur leur sol. La demande est énorme, et va progressivement se solvabiliser. "En dehors de la Pologne et de la Roumanie, les pays de l'Est ne relèvent pas du processus d'aide", précise Jean-Claude Boulard. "Je suis assez favorable à une stratégie de type Plan Marshall, avec des programmes délocalisés, traitant moins directement d'Etat à Etat (formation de cadres, coopération culturelle, jumelages, échanges de programmes télévisés)", souligne Marie-Noëlle Lienemann.

La contribution Jospin préconise que l'apport de capitaux aux économies de l'Est soit "garanti par l'Etat, la CEE ou des institutions financières publiques ou parapubliques et les politiques à l'Est débattues et conduites par les gouvernements." Et Jacques Huntzinger précise : "La banque d'investissement évoquée lors de la dernière réunion des Douze à l'Elysée va dans cette direction." L'aide aux pays de l'Est doit-elle être apportée par chaque nation occidentale et dans le cadre de la CEE ? "La France et l'Allemagne doivent définir une attitude commune (en étroite liaison avec l'Espagne) sinon, la Communauté risque de marquer le pas", note la contribution Fabius. "Il faut prendre son temps et se concerter dans le cadre des Douze, pour pouvoir proposer des politiques adaptées, explique Claude Estier (contribution Mermaz). Car sait-on qui va gagner les élections en RDA, par exemple ?" Marie-Noëlle Lienemann approuve : "Il faut plus que jamais renforcer l'Europe des Douze, afin qu'on n'ait pas l'impression que le navire tangue au moment où l'Europe s'ouvre à l'Est." Des points de vue partagés par les rocardiens et les poperenistes.

En revanche, pour "Socialisme et République", l'Europe des Douze paraît aujourd'hui dépassée : "Nous entrons dans une époque complètement différente, constate Pierre Guidoni. Il faut revoir toutes nos notions, ce 1er janvier 1993 paraît aujourd'hui dérisoire. On ne peut plus penser l'Europe sans associer les pays de l'Est, d'abord, et les intégrer ensuite. Il faudra trouver des formes institutionnelles, pas nécessairement celles qui régissent les Douze actuellement, pour qu'un grand

ensemble politique, économique et culturel, voie le jour, peut-être très rapidement, compte tenu de la vitesse des évolutions." Selon Claude Estier, la question de l'adhésion des pays de l'Est à la CEE n'est pas encore d'actualité : "Elle peut l'être dans l'avenir, mais aucun de ces pays n'a posé sa candidature. En revanche, il est intéressant de constater que les PC de ces nations demandent leur adhésion à l'Internationale socialiste."

Dialogue Nord-Sud

Les transformations à l'Est ne doivent pas cacher un autre obstacle dans les rapports internationaux : le dialogue Nord-Sud et, notamment, la politique africaine de la France. "Les relations Nord-Sud n'évoluent pas beaucoup, reconnaît Claude Estier. A l'exception de l'annulation de la dette, qui ne résout pas les problèmes de fond, on s'en tient au discours. La politique étrangère est polarisée par le dialogue Est-Ouest, au détriment de celui entre le Nord et le Sud. Il faut que les pays riches prennent encore plus en compte les pays pauvres." Pour Marc Paillet, la situation de l'Afrique risque d'empirer, en raison des bouleversements à l'Est : "Il est à craindre que les demandes fortes adressées à la CEE par les nations de l'Est poussent l'Occident à satisfaire, en priorité, ces pays, en oubliant le tiers monde." Marie-Noëlle Lienemann est très critique sur la politique de coopération de la France : "On continue à agir comme on le faisait sous de Gaulle et Foccard. Il est temps de mettre en conformité notre discours sur les droits de l'homme et nos actes : cessons de donner de l'argent à des gouvernements qui bafouent les libertés quotidiennement."

Alors, quelle aide pour les pays africains ? "La coopération doit être tournée vers le microdéveloppement, la création d'emplois, le secteur productif, les ressources vivrières, la production alimentaire", affirme Jacques Huntzinger. Le rocardien Boulard est du même avis : "Il faut favoriser les opérations de développement local, de village à village. Il est souvent plus efficace d'envoyer un paysan français qu'un technocrate."

Enfin, plusieurs signataires des contributions déplorent que la France ne soit pas plus présente dans des pays ou des zones en voie de développement rapide comme l'Inde, la Thaïlande et l'Amérique latine.

Droits de l'homme

La France doit-elle entretenir des relations avec des pays qui violent les droits de l'homme ? Le boycottage est-il une solution appropriée ? "Le poids de l'opinion internationale est peut-être moins faible qu'on ne le croit habituellement, souligne Jean-Pierre Dubois. Il faut maintenir cette pression. On ne peut pas, en même temps, condamner un système économique et entretenir des relations importantes avec lui. Mais les boycottages ne sont pas toujours efficaces. Ils pénalisent plutôt les peuples, et sont contournés facilement." Claude Estier est sceptique : "Je suis plutôt favorable au boycottage, mais il n'a jamais abouti à grand chose. Est-ce le vrai moyen pour renforcer les mouvements de libération ?" Julien Dray se prononce pour le boycottage économique, voire pour le chantage : "A chaque fois que l'on fournit une aide économique, il faut la conditionner à une mesure de libération. "L'équilibre qui prévalait depuis la fin de la seconde Guerre mondiale est aujourd'hui en question. Le socialisme démocratique est sans doute le mieux placé pour répondre aux nouveaux défis que posent l'accroissement des inégalités entre pays pauvres et pays riches, et l'effondrement du système communiste.

Patricia Jaffray - Bernard Chaouat - Jean-Pierre Bedeï

La semaine prochaine : 7. Pouvoir d'Etat, pouvoirs locaux

Billancourt

Renault, afin de tirer le meilleur parti de son appareil industriel, envisage de fermer son usine de Billancourt d'ici à 1992. La CCE et le conseil d'administration vont être saisis d'un projet qui engage l'avenir industriel de la Régie et plus spécialement des installations de l'île Seguin.

La nouvelle est tombée, sèche, elle a sitôt suscité légitimement bien des réactions. Renault-Billancourt, c'est pour toute la France et singulièrement pour les hommes de gauche, le temple de la grande industrialisation de notre siècle, des réussites technologiques et du lancement de la voiture - ainsi la fameuse "4 CV" - comme un bien de consommation dont des millions de Français ont bénéficié.

Renault-Billancourt, c'est aussi l'usine phare de toutes les luttes ouvrières, des grands combats syndicaux, des grandes revendications arrachées par les travailleurs de Renault et répercutées ensuite à travers tout le pays.

C'est aussi l'agora des grandes controverses idéologiques, des espoirs fous de 1936, comme de 1946, ou de 1968. Renault-Billancourt, n'était-ce pas l'ouvrier dans sa maison "nationalisée", l'ouvrier chez lui, là où il a rêvé de conquérir le monde, là où il a aussi souffert, en particulier, avec l'apparition des premières chaînes de montage et des cadences de plus en plus rapides ?

Renault-Billancourt, c'est enfin le lieu sacralisé de tout ce qui a marqué en France la symbolique ouvrière. Chaque socialiste a appris sa prochaine disparition avec émotion. Parce que Billancourt est à la fois la légende des travailleurs du XXe siècle, voire une part de la mythologie ouvrière . Renault-Billancourt doit se perpétuer sur d'autre s sites, la conversion sociale se doit d'être exemplaire, la Régie doit prolonger ses prouesses techniques et prendre sa place dans le monde industriel.

Si l'on veut que le travail de l'ouvrier soit valorisé, il faut accepter qu'il quitte la vieille usine aux portes de Paris et sur cinq niveaux où il stationnait, devant sa chaîne, pour laisser place à la robotisation. Là où il peut espérer un jour ne plus subir la machine, mais la dominer.

Ainsi, le combat des Billancourt n'aura pas été vain. Faut-il voir dans la disparition de ce site la fin des vieilles servitudes et la réussite finale des luttes ouvrières ?

EN ITALIE LE PCI : EVOLUTION ET STRATEGIE

On en discute dans les bars, dans les entreprises, dans les rues : le Parti communiste italien va changer de structure, d'organisation, d'idéologie. De nom, aussi... Ce coup de tonnerre ébranle un paysage institutionnel figé depuis la guerre.

Dans toutes ses permanences, le PCI a branché des lignes téléphoniques spéciales pour enregistrer les réactions. Les premiers appels lançaient autant de protestations, car les plus irrités, les plus motivés se précipitaient. Les dirigeants tremblaient. Puis, petit à petit, la base de ce formidable édifice est venue appuyer l'idée. Mais non sans débat.

C'est dans ce contexte agité que se sont déroulées les premières rencontres de jumelage entre quatre fédérations communistes italiennes et nos fédérations du Nord, du Rhône, de l'Hérault et du Val-de-Marne. L'intérêt de ces échanges et d'un travail de réflexion en commun est évident.

"On voit se dessiner l'image d'une Europe qui n'a d'avenir que dans et par le socialisme démocratique, a souligné Yves Durand, qui guidait la délégation de la fédération du Nord, il est donc nécessaire d'unir toutes les forces qui croient à cette perspective."

L'évolution du PCI ne date pas d'hier, et rien n'irrite plus Occhetto que les commentaires qui tendent à accréditer l'idée que les communistes italiens sont à la remorque des Hongrois. "A l'Est, reprend-il, non seulement le socialisme n'a jamais été réalisé, mais dans certains pays, on n'a même jamais essayé. Nous n'avons strictement rien à voir avec cet écroulement du passé."

Entre l'esprit de clocher et l'avenir européen, certains militants hésitent et profitent de la présence des socialistes français pour interroger. "Quelle passion, dit Sylvette Tardy, de l'Hérault, on est vraiment stimulé en constatant la clarté et la dynamique du débat. En quelques heures, on découvre tous les sujets dont nous aurons à nous occuper dans nos échanges. Y compris l'identité de notre Parti. C'est une expérience extraordinaire."

Si c'est le changement de nom qui frappe le plus, les fondements politiques de la décision d'Occhetto sont bien plus profonds.

• Le PCI se propose de fondre sa structure dans un groupement des forces de gauche, par la convocation d'une constituante.

• Cette ouverture constitue à la fois un défi à la direction du PSI et aux fonctionnaires du PCI.

Un défi au PSI, qui a toujours expliqué sa participation gouvernementale par l'impossibilité dans laquelle il était de réaliser l'unité socialiste. D'ailleurs, dans les rangs socialistes, se sont élevées des voix, et non des moindres (Signorile et Spini, secrétaire d'Etat à l'Intérieur) pour indiquer à Bettino Craxi qu'il ne pouvait pas ignorer ce qui se passait. L'ex-président de la République, Sandro Pertini, a bien résumé cette opinion : "Nos dirigeants socialistes feraient bien de réfléchir. Il faut qu'ils cessent de rester au balcon en pariant sur le moment où le PCI s'écroulera."

Un défi aux fonctionnaires du PC lui-même, car Occhetto sait bien que la démocratie et la liberté complète, insérées progressivement par l'abolition du centralisme bureaucratique, ne peut se réaliser que grâce à des efforts extérieurs stimulants et exigeants.

• Si ce processus réussit, et s'il en résulte un groupement ou une alliance solide entre les forces de gauche italiennes, pour la première fois depuis quarante-cinq ans, l'axe de la politique pourrait changer. La Démocratie chrétienne ne s'y est pas trompée.

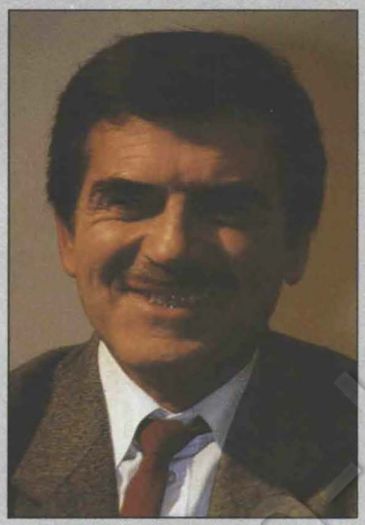
L'évolution italienne est, certes, moins spectaculaire et moins bouleversante que celle qui nous arrive de l'Est. Mais, à l'intérieur de la CEE, elle peut avoir des répercussions directes et profondes.

Gérard Descotils

Jumelages PS-PCI

Quatre fédérations du PS se sont jumelées avec quatre fédérations du PCI, l'autre jeudi, à Bologne.
"Construisons l'eurogauche", affirme Pierre Mauroy. "Le vaste mouvement des peuples vers la liberté balaie les derniers vestiges des symboles de la guerre froide et de la division de l'Europe décidée à Yalta".
Réponse du secrétaire du PCI, Achille Occhetto : "Le nouveau contexte européen incite à construire un nouvel ordre international qui, à partir de la reconnaissance de l'autodétermination de chaque peuple, ne pourra plus être figé dans le carcan du bipolarisme".
Les fédérations PS de l'Hérault, du Nord, du Rhône et du Val-de-Marne, se sont respectivement jumelées avec celles du PCI de Ravenne, Ferrare, Bologne et Parme.

QUAND LE MAIRE DE NICE CRIE AU COMPLOT POLITIQUE



Un entretien avec Jean-Hugues Colonna premier secrétaire fédéral des Alpes-Maritimes

Donc, Jacques Médecin crie au complot...

C'est une défense classique. Indigente et puérile, mais classique. Il suffit de lire ses récentes déclarations à la presse locale pour s'en convaincre ! Une page entière d'affirmations pittoresques et touristiques mais pauvres en explications. Une argumentation consternante qui le conduit à parler d'un complot politique dont il situe l'origine à 1976 ! A cette date, et jusqu'à 1981, qui était au pouvoir ? La vérité est, certes, différente. Point n'est besoin d'être socialiste pour demander à Jacques Médecin quel usage il fait des fonds publics. A cette question, il répond par la diversion et la désinformation et en appelle à la solidarité de toute la droite, alors que tout indique qu'il s'agit plus d'intérêt personnel que de financement d'un parti !

Il est quand même attaqué par des socialistes, non ?

Bien sûr. Et nous en sommes fiers. Il ne manquerait plus que les socialistes n'attaquent pas ce maire-là ! N'oubliez pas que nous avons affaire à une droite extrême qui broute et allaite sur le pré idéologique du Front national. C'est notre lot quotidien de la subir et de la combattre... et notamment de dénoncer la gestion niçoise des fonds publics.

Etes-vous seuls dans ce combat ?

Non, et c'est ce qui est nouveau et le plus réconfortant. D'ailleurs, il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que le mouvement d'indignation et de colère qui a abouti à ce qui est aujourd'hui "l'affaire Médecin" a été lancé par un groupe de Niçois venant d'horizons politiques différents, dont certains sont résolument apolitiques, et farouchement hostiles à l'idée de prendre une carte...

Que s'est-il passé ?

Il s'est produit un phénomène de "ras-le-bol" -je ne vois pas d'autre expression- qui a tout à coup saisi quelques Niçois tranquilles qui se sont réunis dans une association de défense des contribuables locaux, l'ADCANAM. Et, s'appuyant sur les dossiers qu'avait accumulé un élu républicain, Max Cavaglione, sur la gestion médeciniste, ils ont édité un bulletin mettant à jour quelques-uns des plus gros scandales de Nice : les cantines scolaires, l'eau, le bradage de terrains, et, surtout, les subventions aux associations paramunicipales dont l'opacité de gestion était dénoncée...

De bons thèmes de campagne...

Exactement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai demandé au seul animateur socialiste (sur 50 membres environ) de cette association, Joseph Figueras, de diriger ma campagne des municipales. Nous n'avons pas trop mal réussi, contre un Médecin alors au faîte de sa puissance. Souvenez-vous qu'il venait de faire élire neuf députés sur neuf sièges... Or, trois Niçois sur quatre n'ayant pas voté pour lui (abstentions comprises), il a été en ballottage, et n'a obtenu qu'une majorité relative aux municipales de mars 1989. Nous, nous avons obtenu 34%, soit 2% de plus qu'en 1983, malgré des moyens financiers moins que dérisoires.

Et maintenant ?

On continue. Avec tous ceux, socialistes en tête, évidemment, qui veulent voir Nice libérée de ce clan affairiste et cupide qui l'étouffe. Ce combat, nous sentons aujourd'hui qu'il intéresse de plus en plus de Niçois. Les développements de l'affaire en cours ouvrent les yeux d'hommes et de femmes jusqu'ici passifs ou résignés. Quoi qu'il arrive, cette brèche ouverte au flanc médeciniste ne pourra pas être refermée. Surtout si les organismes de contrôle, comme la Chambre régionale des comptes, que nous avons jusqu'ici sollicitée en vain, se décident enfin à examiner la gestion de cette ville et de ce département.

Propos recueillis par Taoufik Khatib

L'EUROPE EN QUESTIONS

QUESTION :



Pourra-t-on un jour régler tous ses achats en écus ?

REPONSE :



Tapez 3616 EUROGUIDE.

3616 EUROGUIDE

Vous êtes particulier, entrepreneur, élu. Vous vous posez des questions pratiques sur l'Europe. Tapez 3616 EUROGUIDE. EUROGUIDE c'est plus de 4 000 pages à votre service.

Perceval

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
1989 PRÉSIDENCE FRANÇAISE

MINISTERE DES AFFAIRES EUROPEENNES

Fondation Jean-Jaurès

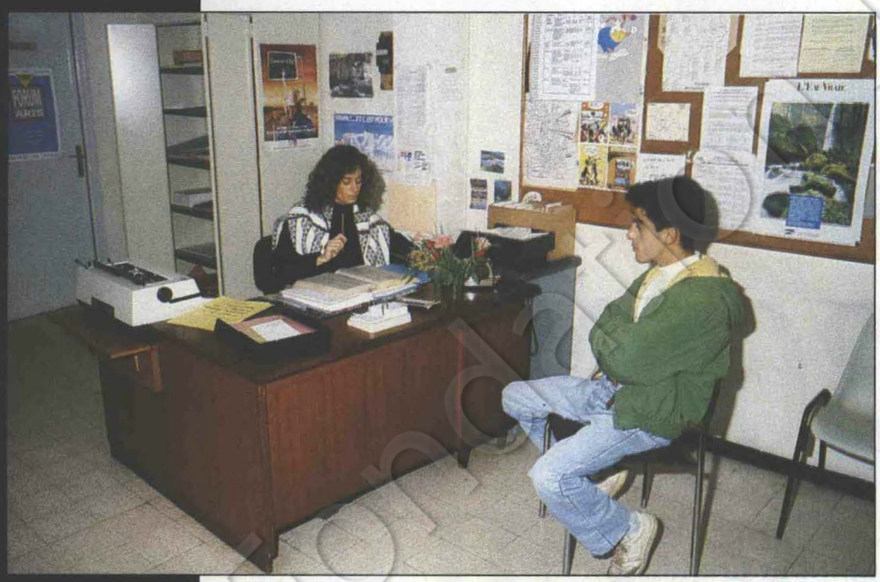
L'ETERNEL PROBLEME DE L'ENTREE

Crédit-formation : des premiers pas difficiles

Un reportage de Monique Grima

Depuis le 1er septembre, les jeunes de 16 à 25 ans du bassin d'emploi d'Alès peuvent bénéficier du crédit-formation. Mais rien n'est simple.

3 ter, Grand-Rue Jean-Moulin, à Alès, de grosses lettres se voient de loin, au-dessus d'une petite entrée : PAIO (Permanence d'accueil, d'information et d'orientation, des jeunes de 16 à 25 ans). Volontairement, il y a quelques années, la PAIO s'est installée dans cette immense rue où s'engouffre un vent d'automne rendant les façades des bâtiments sans âme encore plus glaciales. Le quartier est habité par de nombreux jeunes, qui n'auraient jamais mis les pieds dans des locaux administratifs. Ceux-là, certes, sont tristounets, mais on les y accueille avec chaleur et compétence.



▲ *La formation pourra durer plusieurs mois, voire plus d'une année.*

On les attend même avec une certaine impatience... et une sourde anxiété : reviendront, reviendront pas ? Les premiers jeunes tentés par le crédit-formation terminent leur "bilan de synthèse", deuxième phase du processus entre l'accueil et la formation proprement dite. Après, ils doivent revenir ici et définir, avec leur correspondant, un itinéraire personnalisé et réaliste, adapté à leurs besoins de formation, en vue d'un métier précis. Mais ils sont libres, aussi, de ne pas revenir. Vu de Paris, le crédit-formation ressemble à un majestueux navire au long cours, qui s'élance depuis septembre, vers les 16-25 ans, afin de leur donner une seconde chance. Depuis 1971, la formation va surtout aux formés et laisse les autres sur la touche. Le droit au crédit-formation, lui, est ouvert aux non-formés, exclusivement : peuvent y accéder les jeunes qui n'ont pas acquis une qualification professionnelle équivalente au certificat d'aptitude professionnelle, au brevet d'études professionnelles ou au certificat de formation professionnelle. Chaque année, 100.000 d'entre eux sortent de l'école dans ces conditions. Parmi eux, sont prioritaires les primo-demandeurs d'emploi ayant déjà connu une longue période de chômage.

Parfois, beaucoup d'illusions

Vues d'Alès, les choses paraissent plus complexes. Heureusement, les différents organismes s'occupant de la formation des jeunes ont l'habitude de travailler ensemble. Mais le taux de chômage des moins de 25 ans du bassin d'emploi d'Alès est de 25,12%. A vrai dire, les adultes sont presque aussi mal lotis, avec un taux de 18,11%. La pilule est d'autant plus amère que, voilà vingt ans, la région était le premier pôle industriel du Languedoc-Roussillon. Même si, depuis quelques mois, les observateurs enregistrent de légers signes de reprise (le taux de chômage baisse légèrement), les jeunes sans qualification ont peu de chances de trouver du travail sur place.

Se précipitent-ils Grand-Rue Jean-Moulin, au siège de la PAIO, qui est la structure pilote de toute l'opération ? Non. Un jeune de leur âge, qui gagne aujourd'hui très bien sa vie comme chauffeur de taxi, explique pourquoi : "J'y suis allé il y a quelques années. C'est du bidon, ça ne sert à rien. J'ai plein de copains qui y sont allés aussi, ils en sont repartis aussi vite." Le dispositif a changé ? Il ne le sait pas et n'a remarqué ni la campagne à la télévision ni les articles et la publicité.

Ceux qui viennent sont envoyés par les assistantes sociales, les clubs de prévention, les éducateurs ou poussés par des copains. Les plus jeunes arrivent avec leurs parents, les plus âgés se risquent tout seuls. Avec, parfois, beaucoup d'illusions : "Un grand nombre vient avec une seule idée en tête", remarque Souad Abdi, qui les accueille à la PAIO. "Ils veulent travailler tout de suite, à n'importe quoi." Il faut alors ôter les illusions, expliquer le processus, donner les informations nécessaires, orienter avec délicatesse, remplir les premiers papiers.

Beaucoup sont à la limite de l'illettrisme, n'ont aucun projet, même vague. Ils ont tellement intériorisé leur situation d'échec qu'ils ont besoin d'un soutien psychologique important. Ceux-là feront un stage de "remobilisation" en premier lieu. Il y en a de quatre sortes : alphabétisation, communication, projet professionnel, soutien psychologique. "La grande difficulté", constate Gusman Gentili, un vieux routier de la formation des jeunes qui s'occupe, aujourd'hui, du service des Affaires scolaires et de la formation à la mairie d'Alès, "c'est que la plupart des jeunes n'ont aucune idée des métiers, de leur réalité concrète. Avant, on voyait, même de la rue, ce que faisait un artisan. Maintenant, quel enfant sait exactement ce qu'est un métier, de soudeur par exemple ? Il ne pénètre pas dans les usines, et les parents n'en parlent pas à la maison."

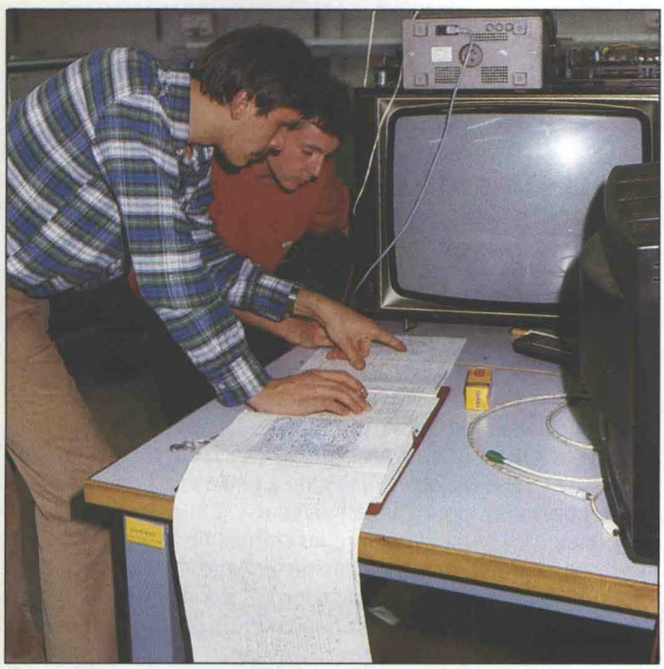
Certains ont quand même un projet professionnel, mais très vague : ils ne connaissent ni sa réalité, ni ses contraintes, ni les moyens d'y accéder. Pour Danièle Carayon, psychologue du travail au centre de bilan d'Alès, "ils ont besoin de mettre ce métier à l'épreuve." Sa démarche groupe de trois à cinq

Rémunération d'un stage

Les stagiaires ont, en fonction de leur âge, une rémunération forfaitaire mensuelle : aujourd'hui, 580 F, puis 798 F après six mois pour les 16 à 17 ans, 1.267,50 F pour les 18 à 20 ans, 1.690,50 F pour les plus de 21 ans, dans le cas d'une formation à plein temps d'au moins 30 heures. En dessous, la rémunération est payée à l'heure. Les périodes séparant deux étapes de formation ne sont pas rémunérées.

Après 1990, dans le cadre du plan emploi du 13 septembre, les 18-25 ans toucheront 2.000 F par mois, un montant proche de celui du contrat emploi-solidarité, du stage d'initiation à la vie professionnelle et des contrats de formation en alternance.

Ce coup de pouce veut éviter que certains jeunes ne se détournent du crédit-formation, actuellement moins payé que les formules dont ils peuvent avoir déjà bénéficié. Mais la rémunération des 16-17 ans sera maintenue à son taux actuel, pour ne pas les encourager à sortir trop tôt du système de formation initiale.



▲ *Souad Abdi, à l'accueil de la PAIO d'Alès : "Ils veulent travailler tout de suite, à n'importe quoi".*

jeunes : on fait l'historique du passé personnel de chacun, de son passé scolaire, de ses premières expériences de travail. On cherche ses motivations, quelles démarches il a déjà faites. Après cette phase d'accueil, l'entretien est individuel. "Si le jeune est en situation d'échec, on travaille ses résistances pour essayer de le redynamiser. Après, on peut essayer de reconstruire. Si un nouveau projet émerge, on recommence, on le redéfinit ensemble." Si une fille veut être secrétaire, elle doit savoir lire, rédiger ; si un garçon veut être électricien, il doit savoir lire, compter, faire une règle de trois. "Je dois leur dire que, pour avoir un CAP, il leur faut d'abord une remise à niveau." S'ils le peuvent, ils feront directement un stage de secrétariat ou d'électricité.

Prendre confiance

Ce type de bilan dure environ deux semaines. Les bilans lourds, eux, peuvent aller jusqu'à un mois et demi pour les jeunes sans aucun projet professionnel, et prendre la forme d'une longue quête pour mettre en valeur tout ce qu'il y a de positif en eux, les amener à en être conscients et à prendre confiance. Parfois, les jeunes ont un projet professionnel bien défini, qui tient la route : il s'agit alors, avant de les diriger vers l'organisme de formation adéquat, d'évaluer leur niveau, de déceler leurs lacunes éventuelles pour les orienter d'abord vers des stages particuliers si nécessaire.

En fonction de l'histoire du jeune, de ses possibilités, de ses motivations, la formation pourra durer plusieurs mois, voire plus d'une année. "Ils ont du temps", plaide Danielle Carayon, "il faut leur donner cette richesse, ne pas les faire travailler dans l'urgence." Ils pourront décrocher un moment et revenir ensuite. Souad Abdi, qui est leur correspondante à la PAIO, sait, elle aussi, qu'il faut respecter cette liberté fondamentale du jeune : sa démarche doit être volontaire. Elle est informée de toutes les phases du processus par les différents secteurs qui interviennent à un moment ou à un autre. Aujourd'hui, elle a le sourire, en montrant la première lettre d'engagement signée par une jeune femme déjà mariée, sortie du système scolaire depuis plus de quatre ans, qui souhaite devenir aide-maternelle : elles se sont mises d'accord toutes les deux sur les étapes de sa future formation. Et la jeune femme s'engage à suivre les différents stages prévus, signature à l'appui, à côté de celle du préfet, ou de son représentant, au nom de l'Etat français. Tout au long de ces années et jusqu'à l'obtention de son diplôme, Souad Abdi la suivra personnellement, veillera à ce que tout se passe bien, parlera avec elle des difficultés qu'elle pourra rencontrer. C'est ce long suivi, individualisé, qui fait l'originalité du crédit-formation : si une anicroche survient en cours de route, le contenu de la formation sera renégocié, et ira jusqu'à l'obtention du diplôme.

Les amener tous à une formation de base

Les promoteurs du crédit-formation souhaitent qu'en fin de parcours, la validation des acquis, l'obtention du diplôme recherché, se fasse non pas en une seule fois, comme pour un examen classique, mais en plusieurs, par unités capitalisables, ce qui augmenterait les chances de ces jeunes, encore très fragiles. Déjà, une trentaine de CAP peuvent être acquis selon cette formule, dont une quinzaine dans le bassin d'emploi d'Alès. "Nous demandons aux grands valideurs (l'AFPA, les ministères du Travail et de l'Agriculture) d'apporter plus de souplesse dans leur mode de validation", reconnaît Daniel Roux, coordonnateur de zone, qui assure les liaisons entre les différents intervenants et veille à la bonne marche du système.

Mais Daniel Roux est aussi soucieux de faire coller la dynamique de la formation avec la réalité des emplois offerts dans le bassin d'emploi. Ce qui ne va pas sans difficultés, en raison de la lourdeur des structures. Il faudrait développer certaines formations, en réduire d'autres. Embauchent actuellement le commerce et le bâtiment, mais aussi la chaudronnerie à tous les niveaux et les entreprises de structures métalliques spécialisées. Il existe bien un CAP de chaudronnerie, mais il a du mal à faire le plein de stagiaires, et une formation d'initiative locale de mise en œuvre des aciers spéciaux, mais elle est pratiquement inutilisée. "Il existe très peu de demandes de jeunes dans ces secteurs, qui seraient porteurs d'emplois", regrette Daniel Roux, d'autant plus qu'il est parfois difficile de tracer un chemin de formation à certains jeunes, actuellement trop paumés. Lui et ses collaborateurs arriveront-ils à les amener tous à une formation de base ? Ils s'y efforcent... mais, parfois, ils se posent la question. ■

Le processus de formation

Le crédit-formation ne propose pas une nouvelle formule de stages mais une articulation de différents stages existant déjà pour l'entrée desquels le jeune a une priorité d'accès.
Il existe trois grandes phases de formation :
• des stages de mobilisation sur un projet ;
• des stages de préqualification combinant les apprentissages fondamentaux dans les matières générales avec une initiation à des techniques professionnelles dans une famille de métiers donnés ;
• des stages de qualification devant conduire à l'acquisition d'une qualification reconnue de niveau V (CAP, BEP).

Moyens financiers

Pour la mise en œuvre du crédit-formaiton, les préfets de région recevront une dotation financière composée principalement :

• De crédits destinés aux structures chargées de l'accueil, de l'orientation et du suivi. La dotation nationale, pour 1989, permet d'assurer la rémunération de 400 plein-temps de correspondants, pendant quatre mois, qui s'ajoutent aux moyens déjà existants dans les structures d'accueil.

• De crédits pour le financement des opérations de bilan. La dotation nationale permet de financer, en 1989, la réalisation de 75.000 bilans, sur la base d'un coût unitaire moyen de 1.000 F.

• De crédits pour le financement des actions de formation alternée. La dotation nationale permet de financier l'ouverture, pendant le second semestre 1989, de 50.000 places de formation d'une durée moyenne de huit mois dont 800 heures en centre. Ces crédits seront répartis entre les régions en fonction du nombre de primo-demandeurs d'emploi non qualifiés.

• De crédits pour couvrir le coût de coordination des zones de formation (250.000 F. en moyenne par an et zone), sous la forme d'un remboursement des charges de coordination à la structure à laquelle est rattaché le coordinateur.

• De crédits sur la base de 400 F. unitaire pour l'ensemble des opérations de validation intervenant dans le cadre du crédit-formation jeunes.

• De crédits permettant de rembourser forfaitairement de leurs frais de transports les jeunes qui participent à des bilans. En 1989, la dotation a été calculée sur la base de 80 F. par jeune, pour 25.000 jeunes. Ces crédits seront attribués aux structures chargées de réaliser les bilans et qui procèderont elles-mêmes au remboursement des frais.

• De crédits permettant le développement de l'instruction déconcentrée des homologations des titres et diplômes.

PREVISIONS POUR 1990

Mieux que la plupart des autres

Ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ; progression en RFA, statu quo en France. 1990 devrait être un cru honnête pour notre économie.



▲ *Les entreprises françaises péchent par un manque d'adaptation de leur production qui favorise les importations.*

1989 aura été une bonne année sur tous les fronts, avec 3,7% de croissance. L'économie française a créé 500.000 emplois en deux ans. Les entreprises ont fait preuve d'un beau dynamisme puisque l'on estime à plus de 10% en volume l'effort d'investissement qu'elles ont engagé. La France a mieux résisté que la plupart de ses partenaires à la poussée inflationniste. "En septembre, le glissement annuel des prix (3,4%) était inférieur de deux points à la moyenne de la CEE. L'écart d'inflation avec l'Allemagne n'a jamais été aussi faible depuis 1973", a souligné Pierre Bérégovoy devant le Conseil économique et social. Pour l'an prochain, la direction de la Prévision du ministère de l'Economie, table sur une hausse des prix à la consommation (en glissement annuel) d'environ 2,5%.

Après le satisfecit, les points noirs, toujours les mêmes depuis le second choc pétrolier : chômage et déficit du commerce extérieur. Malgré les créations d'emplois de ces deux dernières années dans les secteurs marchands non agricoles, malgré la légère augmentation des effectifs dans l'industrie, cette année, malgré la diminution du nombre de demandeurs d'emploi (120.000 personnes entre juillet 1988 et juillet 1989), le taux de chômage reste élevé : 9,6% de la population active et pas de changement en vue l'an prochain. Ni augmentation ni, vraisemblablement, résorption.

Quant au commerce extérieur, seconde faiblesse quasi rituelle (voir "Vendredi" n° 38), pas de franche amélioration à attendre. Dus à un appareil productif fragile -les entreprises françaises péchent par un manque d'adaptation de leur production, ce qui favorise les importations-, les mauvais résultats de la balance commerciale inquiètent les conjoncturistes. Les plus optimistes prévoient un déficit pour 1990 de l'ordre de 30 milliards de francs, les plus pessimistes, de 60.

USA-GB : triste croissance

Même si les cocoricos ne sont pas de mise, la croissance économique française, en 1990, ne présente pas de signe majeur d'essoufflement, au contraire de nos voisins britanniques et des Américains. Tous les indicateurs de l'économie outre-Manche sont au rouge. Croissance faible : de 1 à 1,25% ; inflation forte : 7% et plus ; une balance des paiements en déficit d'environ 15 milliards de livres, un chômage en hausse après six années de baisse consécutive. Ces prévisions ont été très officiellement fournies par le nouveau chancelier de l'Echiquier, John Major, et font suite à une correction à la baisse des prévisions pour l'année en cours : 2% de croissance et non plus 2,5%. Aux Etats-Unis, les chiffres ne sont guère plus encourageants. Les conjoncturistes prévoient une croissance pour 1990 de 2,5% au mieux, contre 3,5 à 4% ces dernières années. Pour la première fois depuis 1982, l'Europe connaîtra une croissance économique supérieure à celle d'outre-Atlantique. Quant au double déficit, commercial et budgétaire, les perspectives ne sont pas à la diminution notable.

Deutschland über alles

La RFA constitue un cas à part. D'abord, ses performances de 1989 ont été revues à la hausse. Aux 2% de croissance prévus au début de l'année, ont succédé 4%. 1990 ne sera pas moins bon. Outre-Rhin, on s'attend à une croissance de 3 à 3,5%, une progression des exportations, de la consommation, de la production. Pour le coup, tous les indicateurs sont au vert. Une inconnue cependant : comment les événements de RDA vont-ils peser sur la croissance ?

De 1987 à 1989, un million d'est-Allemands sont venus s'installer en RFA. L'afflux de population d'origine germanique en provenance d'Europe de l'Est devrait augmenter considérablement et avoir, de l'avis des experts, une influence bénéfique sur la croissance ouest-allemande. D'augmentation du chômage, il n'est pas question. Tout au plus, cette immigration créera-t-elle un choc type "rapatriés", rapidement résorbé. Cette croissance accélérée est une aubaine pour les partenaires de la République fédérale et, au premier chef, pour la France. Toutefois, cette évolution inopinée, qui bouleverse les études de conjoncture, ne peut faire oublier que la croissance actuelle des pays riches repose sur des déséquilibres financiers nullement corrigés ces derniers mois -déficits US, excédents commerciaux records en RFA et au Japon. Aujourd'hui, l'avenir paraît bon, mais demain ?

Marie-Agnès Combesque

Conjoncture 1990

%	1989	1990
MENAGES		
Epargne brute / revenu disponible brut	12,3	12,6
Capacité de financement / revenu disponible brut	2,4	2,8
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut (% de variation)	2,6	2,9
SOCIETES		
Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée	32,4	33,0
Epargne brute / valeur ajoutée	15,3	15,6
Taux d'autofinancement (y compris variation de stocks)	78,4	77,9

Sources : direction de la Prévision - ministère de l'Economie, des Finances et du Budget - octobre 1989

Colloques

• "Laïcité et droit à la différence"
Débat d'idées organisé par le secrétariat national à la Culture et l'ISER. Présidé par Colette Audry et Max Gallo, avec Claude Allègre, Jean Boussinesq, Areski Dahmani, Elisabeth de Fontenay, Bernard Langlois, Gérard Le Gall, Fatima Mezyane, Yvette Roudy.
Le 14 décembre, à 18 h 30, maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique 75007 Paris. Tél : 45 56 78 21 ou 45 56 78 10.

• "L'influence de la Révolution française en Amérique latine"
Organisé par l'Association d'amitié franco-chilienne, Alejandro Lipschutz et le Syndicat d'agglomération nouvelle d'Evry. Avec Carlos Martinez, Itamar Olivares, Gustavo Beyhaut, Mario Figueroa, Paco Pena, Luis Bocaz et Jacques Guyard.
Le 25 novembre, à 15 h, théâtre de l'Agora 91000 Evry.
Tél : 69 91 58 36.

Vendredi infos

BUDGET 1990

Une gestion rigoureuse et conforme aux choix des socialistes

Le gouvernement a fixé trois priorités : réhabiliter le rôle de l'Etat et préparer l'avenir en jouant un rôle moteur dans la construction européenne, réduire les inégalités sociales en France, assurer la solidarité à l'égard des pays en développement.

Les recettes

Des allègements fiscaux apparaissent dans le projet de loi de finances, au service de la réduction des inégalités.

• Près de 10 milliards d'allègement pour les ménages :
- baisse du taux majoré de T.V.A. de 28 à 25 % ;
- baisse du taux sur les médicaments à 2,1 % ;
- plafonnement de la taxe d'habitation pour les ménages à revenus modestes (réduction globale de 2,3 milliards) ;
- encouragement à l'épargne populaire pour les ménages non imposables (le P.E.R. qui favorisait les contribuables aisés est supprimé).

A l'inverse, une nouvelle tranche de l'I.S.F. est créée pour les patrimoines supérieurs à 40 millions de francs avec relèvement des deux dernières tranches ; certains avantages favorables aux hauts revenus sont réduits (déductions pour les revenus fonciers ou les intérêts d'emprunts) ; la taxation des plus-values financières des entreprises est alourdie de quatre points.

• Allègements fiscaux pour les entreprises : environ 4 milliards avec en particulier la réduction de 39 à 37 % de l'impôt sur les seuls bénéfices réinvestis pour la défense de l'emploi.

• Renforcement des contrôles fiscaux.

Les dépenses

L'effort est amplifié :

• pour l'Education, "première priorité nationale" qui reçoit des moyens accrus avec une augmentation de 18,2 milliards, soit + 8,7 % ;

• pour la Recherche, pour préparer l'avenir, avec 3 milliards de plus, soit + 7 % ;

• pour la Culture qui progresse de 7,6 % (après + 12,9 % en 1988).

Afin de réduire les inégalités, une action déterminée en faveur des plus démunis est engagée

• pour le logement social, les aides augmentent de près de 4,9 milliards, soit 17 %, effort sans précédent ;

• pour lutter contre le chômage avec le Plan Emploi (formation, réinsertion) ;

• pour le R.M.I. avec près de 8 milliards de crédit, soit + 32 %.

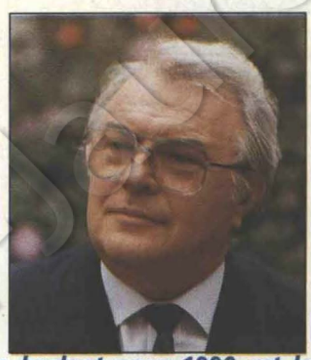
Ce budget est le budget de l'ensemble des socialistes, les parlementaires socialistes ont participé à tous moments et activement en commission et en séance plénière aux débats sur ce projet. Leur travail de critique constructive a permis d'améliorer ce qui pouvait l'être sans compromettre l'équilibre structurel, l'opposition se contentant, comme à l'habitude, de batailles politiciennes.



L'EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET 1990

• Dépenses : 1.217,7 milliards (+ 5,3 % sur 1989)
• Recettes : 1.127,5 milliards
• Déficit : 90,2 milliards (soit - 10,3 milliards par rapport à 1989)

Le Gouvernement a tenu à réduire le déficit mais en veillant à ne pas affaiblir les moyens financiers de l'Etat.



Le budget pour 1990 est le premier élaboré par le gouvernement de Michel ROCARD. Malgré le retour de la croissance, le cadre dans lequel il s'inscrit est contraignant, les marges de manoeuvres réduites. Le poids de la dette oblige à une réduction du déficit budgétaire. La construction européenne impose certains choix.

Le parti et le groupe socialistes ont établi un dialogue fécond avec le gouvernement. Grâce à une discussion engagée bien en amont du débat parlementaire, nous avons réussi à trouver un compromis satisfaisant.

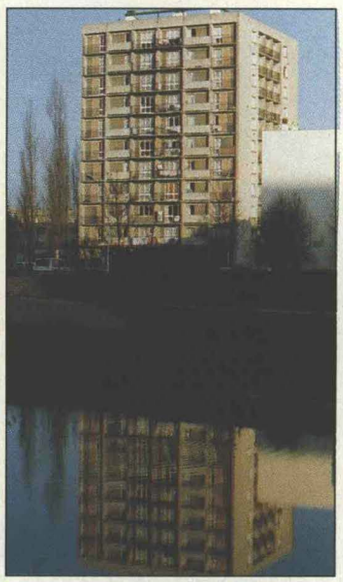
Les solidarités en sortent renforcées, qu'il s'agisse du logement social, du revenu minimum d'insertion, de la lutte contre le chômage ou encore de l'aide publique au développement . La préparation de l'avenir est confortée par les moyens accrus dont disposent l'Education et la Recherche.

Mais un budget comporte aussi des recettes qui pèsent davantage sur les uns ou sur les autres. Les ménages les plus modestes n'ont pas été oubliés.Les allègement d'impôt leur ont également profité, notamment par la diminution de la TVA et le plafonnement de la Taxe d'Habitation.

Dans ce débat bien naturel avec le gouvernement , le Parti Socialiste a veillé à rester fidèle à ses valeurs et à ceux qui le soutiennent depuis si longtemps. Et, alors qu'aujourd'hui ce sont l'Assemblée Nationale et le Sénat qui examinent le Budget, nous songeons déjà aux nouveaux chantiers à ouvrir : décentralisation, réforme fiscale, fonction publique ... Encore des débats en perspective !.

Jean Poperen

CONTRE LES INEGALITES AU QUOTIDIEN



POUR LE LOGEMENT : UN GROS EFFORT

En très nette augmentation par rapport à 1988 (+ 10,5 %), le budget du logement de 1990 dépasse les 50 milliards de francs.

Après deux années de recul de l'effort en faveur de la politique du logement, il annonce ainsi un renversement de tendance, le budget agit sur les différentes formes de logement :

Les aides personnelles, en augmentation de 7,6% vont en outre être étendues à d'autres catégories de population, dont les jeunes de moins de 25 ans et les bénéficiaires du R.M.I. Ces aides personnelles n'augmentent toutefois pas au détriment des aides à la pierre. En tout, 20.000 emplois devraient être ainsi créés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

La réhabilitation du parc H.L.M. passe à une vitesse supérieure, avec le traitement de 200.000 logements en 1990, 1 million d'ici 1995. Les autorisations de programme de réhabilitation du parc H.L.M. ont ainsi plus que doublé depuis 1987.

Les réductions d'impôts pour les dépenses des grosses réparations (25% de dépenses, plafonnées, sont déduites de l'impôt sur le revenu du bénéficiaire) seront prorogées jusqu'à la fin de 1992, en seront exclus les gros revenus.

Le logement des plus démunis sera assuré, quant à lui, par la réhabilitation d'un parc privé et la lutte contre l'insalubrité tandis que le 1% logement sera orienté vers le financement d'opérations en faveur du logement des plus démunis.

Après la refonte de la loi Méhaignerie, qui avait été si préjudiciable aux intêrets réels des locataires, le budget pour 1990 vise ainsi à construire le contenu du droit au logement.

PRIORITE EDUCATION

"L'éducation est la première priorité nationale" affirme dès son premier article la loi d'orientation sur l'éducation, votée en juillet dernier. Une priorité que traduit le budget 1990 du ministère. Avec 227 milliards de francs, contre 209 milliards de francs en 1989, il enregistre une progression de 8,6%.

Jamais aucun aucun gouvernement n'a accompli un tel effort en si peu de temps. Ce rythme de progression permet d'affirmer que les 15 milliards de francs en quatre ans, inscrits dans la "Lettre à tous les Français" de François Mitterrand seront largement dépassés. Cet effort se traduit tout d'abord par des créations d'emploi : 13525 postes pour l'enseignement scolaire, 1343 pour le supérieur.

Ce budget est aussi celui de la revalorisation des personnels enseignants avec 5 milliards de francs de crédits supplémentaires. 710 millions sont affectés dès cette année à la revalorisation des carrières dans le supérieur.

Ce budget est également un **budget de rénovation** qui concerne tous les niveaux du système éducatif français. Déjà, des crédits sont débloqués pour de nombreuses innovations :

- lancement d'un plan lecture avec création de fonds de bibliothèque d'école et développement de classes lecture,
- introduction des langues vivantes dans l'enseignement primaire et renforcement de leur apprentissage au collège,
- poursuite des mesures d'évaluation entamées en 1989 en CE2 et en 6ème,
- gratuité des manuels pour les élèves de 4ème et de 3ème technologique,
- développement des technologies modernes dans les établissements, généralisation des projets d'établissements,
- amélioration des bourses pour les lycéens et les étudiants,
- encouragement aux stages en entreprises,
- prise en charge par d'Etat des frais occasionnés par la participation des délégués des fédérations de parents d'élèves.



▲ *L'école de l'égalité des chances.*

A L'ECOUTE DES BESOINS DES CONSOMMATEURS

Dans le budget de 1990, plusieurs types de mesures vont toucher les consommateurs. De façon indirecte, nos concitoyens vont tout d'abord bénéficier de **l'accroissement des subventions aux associations de consommateurs pour renforcer leurs capacités d'interventions**. La contribution de l'Etat va passer de 78 millions de francs en 1989 à 98 en 1990, une revalorisation identique étant prévue pour 1991 . Cet effort sans précédent répond aux souhaits des associations de disposer de financements stables et renforcés.

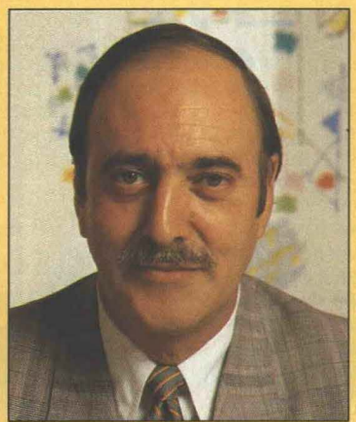
Le taux supérieur de TVA va être ramené de 28 à 25%, notamment en ce qui concerne l'automobile et la hifi. La confiserie, seul produit alimentaire a être taxé à 18,6% devrait rejoindre les produits à TVA minimale (5,5%).

En outre, il fallait s'attaquer au surendettement des ménages. 200 000 à 300 000 foyers souffrent aujourd'hui des conséquences dramatiques du surendettement, leurs mensualités de remboursement dépassant 60% de leur revenu mensuel disponible. Cette situation ne devait plus durer.

Le conseil des ministres du 6 septembre 1989 a adopté un projet de loi visant à instituer un traitement social du surendettement des ménages.

Le texte prévoit notamment **la mise en place d'une commission administrative de conciliation** et l'élargissement des pouvoirs du juge d'instance. Cette commission départementale, aura pour mission de proposer, dans un délai de deux mois, un plan d'allégement devant recueillir l'accord de toutes les parties. Elle pourra également concevoir diverses formules d'allégement de la dette qui vont de l'étalement des remboursements à une réduction (voire à une suppression) des taux d'intérêt et même à une remise totale des créances.

A L'EST LA LIBERTE "ENFIN LES DIFFICULTES COMMENCENT"*



Interview de Pierre Guidoni, secrétaire international du Parti socialiste

"Vendredi". Le monde entier est captivé par les événements de Berlin. Pensez-vous que le mouvement en cours à l'heure actuelle dans certains pays de l'Est sera durable ?

Pierre Guidoni. De toute évidence, quels que soient les hauts et les bas de l'évolution de la situation dans les différents pays d'Europe orientale, le phénomène en cours est irréversible. Le mur de Berlin ne se reconstruira sûrement pas ! Je pense non seulement que la Pologne, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est vont poursuivre leur évolution vers des élections libres et l'installation de gouvernements représentatifs, mais je crois qu'une évolution similaire est inéluctable en Tchécoslovaquie, en Roumaine et en Bulgari. Dans ce dernier pays, le processus s'est d'ailleurs déjà engagé, même s'il n'a pas encore atteint pareille ampleur. Le plus tôt sera d'ailleurs le mieux, car il préférable d'organiser les transitions et de les planifier que de devoir agir dans la précipitation.

Il s'agit bien de tout un système qui s'effondre.

Pensez-vous qu'il s'agisse de la fin du communisme ?

Comme système généralisé de gouvernement, probablement oui, même s'il faudra du temps pour que l'évolution arrive à son terme. Mais il est certain que le grand débat qui a agité le mouvement ouvrier international depuis 1917 et qui a conduit en France à la scission du congrès de Tours a été tranché. **Le discours que Léon Blum avait prononcé à cette occasion reste valable et les faits lui ont donné raison.** C'est le mérite immense d'un homme comme Mikhail Gorbatchev de l'avoir reconnu. Il est dommage qu'il en soit autrement en France où la direction actuelle du PCF se crispe sur des positions de moins en moins tenables. Si le mouvement communiste dans les pays occidentaux veut survivre, il doit évoluer. C'est possible : les communistes italiens en sont les vivants témoins.

Ne pensez-vous pas que les dirigeants de l'Ouest devraient aider davantage les forces qui luttent, souvent dans des conditions difficiles, pour la liberté en Europe de l'Est ?

Mais très certainement et le gouvernement français s'y emploie. Le Parti socialiste, quant à lui a des relations très suivies avec tous les éléments qui œuvrent pour la démocratisation. En Pologne, nous sommes en relation avec Solidarité depuis sa création. Nous avons envoyé de nombreuses délégations en Pologne, mais aussi accueilli beaucoup de Polonais en France. Nous avons aussi de très bonnes relations avec les éléments libéraux du POUP (Parti communiste), qui ont rendu l'évolution vers la démocratie possible.

De même, nous avons établi de solides relations avec l'ensemble des forces démocratiques hongroises. Nous n'avons probablement jamais, au cours de notre histoire, eu autant de relations avec la Hongrie.

En ce qui concerne la RDA, j'étais moi-même à la fin de semaine dernière à Berlin (Ouest et Est) pour y rencontrer les principaux acteurs du changement. Une délégation va y retourner prochainement afin d'approfondir les premiers contacts.

D'une façon générale, nous ne privilégions aucun interlocuteur. Nous souhaitons encourager tous ceux qui sont favorables à la démocratisation en cours.

Mais la bataille de la démocratisation est déjà en partie gagnée, au moins dans les trois pays que je viens de citer. Il s'agit maintenant de convaincre les autres pays de participer au même processus. Et surtout, **la bataille économique reste encore à gagner. Il faut absolument aider les pays qui ont fait l'effort de la rupture avec le passé** à sortir de la crise économique dans laquelle ils se trouvent. Pour cela, il faut que les gouvernements occidentaux prennent leurs responsabilités. En particulier, il faut que les Américains, qui n'ont pas été avares de paroles, passent maintenant aux actes. L'aide américaine prévue jusqu'ici reste dérisoire.

Le gouvernement français a déjà accordé une aide importante à la Pologne. Le gouvernement allemand, de son côté, ne reste évidemment pas inactif. Phénomène très positif, le patronat français semble enfin sortir de sa longue léthargie. Un nombre de plus en plus important d'entreprises ont décidé,

par exemple, de s'installer en Hongrie. Deux accords en négociations devraient permettre, d'ici la fin de l'année, de doubler le montant des investissements français dans ce pays.

La Communauté européenne s'est vu reconnaître, au sommet de l'Arche, le 14 juillet dernier, **un rôle de direction et de coordination de l'aide occidentale aux pays en cours de démocratisation en Europe orientale.** Depuis, par la voix de son président, Jacques Delors, elle a multiplié les prises de position et les actions concrètes, et nous nous en félicitons.

Ne croyez-vous pas, justement, que ces évolutions puissent remettre en cause la construction européenne ?

Il s'agit très certainement d'un défi que l'Europe des Douze devra relever. C'est le sens du sommet du samedi 18 novembre à l'Elysée que le président François Mitterrand vient de convoquer. Il nous faut réfléchir, réfléchir vite, à la nouvelle situation. En tout état de cause, la pire des choses serait qu'une certaine cacophonie s'installe au sein de la communauté, les Allemands regardant vers l'Est, les Britanniques outre-Atlantique etc ...

Il ne fut pas oublier qu'il y a dans cette affaire trois éléments très positifs aussi bien pour l'Europe que pour la France.

Tout d'abord, le grand vent de démocratisation qui se déroule montre que l'Europe de l'Ouest est de plus en plus attractive. **L'influence qu'exerce notre modèle de société va croissant** et nous ne pouvons que nous réjouir de voir les peuples de l'Europe orientale commence à bénéficier enfin des droits de l'homme issus de la révolution française.

Ensuite, la France compte parmi ces pays de nombreux alliés traditionnels, des pays où l'influence culturelle française a toujours été forte. Le partage de Yalta avait occulté ce phénomène qui pourra reprendre vie si nous y mettons les moyens.

Enfin, les réformes économiques dans ces pays devraient mener d'ici quelques années à une croissance beaucoup plus forte, à une coopération économique et à l'ouverture de marchés potentiels considérables pour les entreprises européennes.





Berlin, novembre 1989 ▶

* 1936 - intervention de Bracke Desrousseaux destinée à teinter de réalisme l'espoir suscité par le Front populaire

QUELQUES PISTES POUR DES REFORMES EN PROFONDEUR

LA FISCALITE

Le système fiscal français est un des plus critiqués et l'un des plus critiquables. Chaque année, la loi de finances introduit des retouches plus ou moins fondamentales. Depuis l'arrivée des socialistes au gouvernement en 1981, des modifications sont intervenues chaque fois pour aller dans le sens d'une plus grande équité, le meilleur exemple étant la création de l'I.S.F., supprimé par la droite en 1986 et rétabli en 1988.

Les socialistes ont la volonté de réformer fondamentalement la fiscalité française, pour plus de justice et de transparence. L'Europe nous laisse cependant des marges de manoeuvres étroites en raison de la nécessité d'harmoniser les taxes à la consommation (T.V.A.) pour le grand marché de 1993 et la fiscalité sur l'épargne du fait de la libre circulation des capitaux dès 1990.

Les socialistes veulent malgré tout une mise à plat et des réformes, en priorité, dans trois directions.

• **Le contrôle fiscal.** La justice dépendant étroitement de la transparence, il est indispensable d'augmenter les moyens d'investigation, pour les grands fraudeurs en particulier, ce qui n'est pas contradictoire avec une volonté d'améliorer les rapports entre les citoyens et l'administration.

• **La fiscalité des collectivités locales** doit être revue à tous les niveaux :

• l'impôt foncier a mal vieilli, aussi bien pour le bâti que pour le non-bâti, et une révision des bases n'est pas suffisante. La valeur vénale réelle doit être prise en considération pour toute modification de l'assiette ;

• la taxe d'habitation est toujours plus lourde pour les foyers à revenus modestes. Les socialistes demandent que les revenus du contribuable entrent en ligne de compte, comme dans beaucoup de pays voisins et un premier pas sera fait en 1990 par un plafonnement ;

• la taxe professionnelle pénalise l'emploi, ce qui n'est pas heureux pour le chômage ; l'assiette doit être revue pour être surtout appuyée sur la valeur ajoutée des entreprises.

• **La fiscalité du patrimoine**

La fiscalité de l'épargne étant revue à la baisse pour protéger la France de la fuite possible des capitaux vers des pays moins pénalisants, les socialistes demandent, en contrepartie, une mise à plat de l'impôt sur le patrimoine par le biais de l'I.S.F. et des droits sur les grosses successions, en particulier. Une mission de l'Assemblée Nationale va étudier le dossier.

• **Enfin, notre système de cotisations sociales** devra être revu dans le sens d'une plus grande solidarité (chômage, allocations familiales, vieillesse) basée là encore sur le revenu.

ACCENTUER LA DECENTRALISATION

La décentralisation a été une des grandes réformes des années 80, mais il faut aller plus loin.

Régions et départements

Face aux autres régions européennes, les compétences et les moyens de nos régions devront être renforcés. La question de leur taille doit être posée. La répartition des compétences entre l'Etat, la Région et les Départements devrait être clarifiée. Mais tout cela doit se faire dans un minimum de consensus. Les socialistes proposent pour cela la création d'un observatoire de la Décentralisation.

Fiscalité locale

Les socialistes réaffirment leur souhait de lancer la réforme de la fiscalité locale, avec notamment la perspective de prendre l'ensemble des revenus comme base de la taxe d'habitation, et la valeur ajoutée comme base de la taxe professionnelle, avec une meilleure affectation de cette dernière.

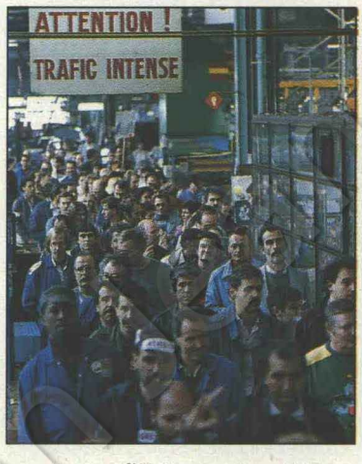
Coopération Intercommunale

La France a 36.000 communes, il est indispensable qu'elles coopèrent entre elles. Une loi devrait rendre obligatoire la coopération en milieu urbain et des incitations fiscales et financières devraient la promouvoir en milieu rural.

Le statut de l'Elu

Un statut de l'élu sera mis en place avec des mesures touchant non seulement les indemnités et la retraite, mais aussi la formation, les autorisations d'absence et l'évolution professionnelle, afin de permettre l'accès plus large à la fonction d'élu.

LE DIALOGUE SOCIAL, CLE DE LA MODERNISATION



Le conflit Peugeot a été un révélateur brutal des insuffisances du dialogue social (que nous demandons depuis longtemps) dans les entreprises françaises. Après des années de discours sur les entreprises du 3ème type, les cercles de qualité, les ressources humaines, la réalité est revenue brutalement rappeler son existence.

Dans le cas de Peugeot, un discours pseudo-moderniste s'appuyant sur une propagande interne hyper-développée masquait la réalité paternaliste, voire brutale des rapports sociaux. La revendication salariale a été le détonateur qui, d'une situation sociale de plus en plus instable, a conduit à l'explosion du conflit. Peugeot n'est pas un cas isolé, même si cette firme n'est pas représentative de l'état du dialogue social dans l'ensemble des entreprises.

Il est vrai que les lois Auroux n'ont pas suffiamment pénétré dans l'entreprise. Pourtant, **le dialogue social est indissociable de la réussite économique** ; l'introduction du principe d'obligation de négocier doit représenter un puissant élément de déblocage. **Il faut donc appliquer les lois Auroux et même leur apporter une dimension supplémentaire.**

Les services publics sont confrontés à des demandes nouvelles de la part des usagers et des salariés. Des blocages et rigidités sont apparus très vite, détériorant les rapports sociaux et engendrant des conflits dûs largement à l'archaïsme de l'organisation de certains secteurs. En ce sens, **la décision du gouvernement d'engager un processus de modernisation du secteur public**, en utilisant toutes les procédures de concertation, **doit être considérée comme porteuse d'avenir**. Cette modernisation s'engagera avec d'autant plus de chance de réussite qu'elle s'accompagnera d'une revalorisation morale et matérielle progressive, c'est à dire pluriannuelle ; la réforme concertée des classifications constitue une autre condition nécessaire à la dynamique de la modernisation.

Il est indispensable que les services publics évoluent, eux aussi, sans tarder. Il s'agit des insfrastructures de base de notre pays. C'est un processus qui ne se fera pas, certes, sans difficultés et qui devra trouver sa pleine dimension avec par exemple la mise en place de projets de service.



Tiré à part du n°39 de l'hebdomadaire "Vendredi" - n° CPPAP 70.894 - Imp. Avenir Graphique - Torcy

LE PS A BESOIN DE VOUS. REJOIGNEZ-LE ● ABONNEZ-VOUS A Vendredi

Ces pages ont été réalisées avec le concours de "Vendredi", le nouvel hebdomadaire des socialistes.
Nous vous proposons de recevoir chaque semaine 16 pages d'informations et d'analyses sur la vie politique française et internationale gratuitement pendant trois mois à l'essai ou en vous abonnant (200 F pour 43 numéros).

JE SOUHAITE : ❑ Prendre contact avec le Parti socialiste

❑ Recevoir "Vendredi" à l'essai pendant trois mois ❑ M'abonner à "Vendredi" (je joins un chèque de 200 F)

Nom, prénom.....

Adresse.....

.....

A renvoyer à : Parti socialiste, 10 rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07

Ce quatre pages peut être commandé au secrétariat national à la Communication

QUELLES MERES POUR QUELS ENFANTS ?



L'enfant lumineux et potelé dans sa nudité quasi biblique a quelque chose de triomphant dans le regard. La mère, aux mains démultipliées, possède un corps décalé, comme tronçonné ; déconstruction tranchant avec la régularité des traits d'un visage à la Giacometti.

Cette "mère à l'enfant" affiche du colloque : "Développement de l'enfant et engagement professionnel des mères", qui s'est tenu les 17 et 18 novembre à l'hôtel de Lassay, à Paris illustre le dilemme de la femme moderne écartelée entre ses divers rôles.

Défi quotidien

Le mouvement féministe des années 70 a ignoré toute réflexion sur le désir d'enfants, la maternité, la relation avec l'enfant. Le refus de réduire la fonction de la femme à la reproduction a favorisé un discours de rejet de l'enfant, seule démarche jugée progressiste et libératrice. Avec les moyens de la libre maternité est apparue l'impérieuse nécessité de réfléchir sur les relations des partenaires privilégiés que sont la mère et l'enfant. Dès lors, la question de l'emploi du temps de la mère se pose.

Caroline Roy parle de "défi quotidien" pour parvenir à concilier les activités domestiques, familiales, professionnelles et sociales et évalue à 77 heures par semaine le temps de travail effectif des mères qui ont un emploi.

En outre, l'évolution de la structure familiale a conduit à une révision des rapports entre les membres de la famille. Famille nucléaire, éventuellement fragilisée par l'union libre, familles monoparentales, révision idéologique plus qu'effective des rôles parentaux, l'enfant, dans ces nouveaux contextes, a cessé d'être la pierre angulaire du foyer.

"Le bébé est une personne"

Le professeur Brazelton l'a rappelé brillamment. Le bébé n'est pas cette ébauche, indifférenciée, à l'organisation primitive, qu'on imaginait il y a quelques siècles. Partenaire actif et exigeant, ses consciences sensorielles sont extrêmement précoces. A son quatrième jour de vie, par exemple, il identifie la voix de sa mère.

La qualité et la spécificité des regards, des gestes, des intonations entre la mère et l'enfant sont autant de preuves permettant d'affirmer la relation décisive entre environnement affectif et développement cérébral. Le jeune enfant a besoin de reconnaissance, d'écoute, de protection pour simplement se développer normalement.

Aujourd'hui, on sait que le couple mère/enfant longtemps jugé nécessaire et presque suffisant s'inscrit dans un ensemble familial et social plus vaste. Il y a d'abord le père qui est devenu partenaire à part entière dans l'éducation. Ce nouvel acteur, outre une participation éventuelle aux soins nourriciers, doit avoir des interventions spécifiques.



Sa façon de porter le bébé, par exemple, se distingue de celle de la mère, tout comme ses relations de jeu avec l'enfant. Ces particularités, qui dépassent l'anecdotique, renvoient au rôle profond du père qui est de briser le cercle de fascination un peu régressif de la mère et du nouveau-né.

"Cette spécificité des rôles est impérative, comme le souligna le professeur Cramer, une tentative de symétrie ou de substitution rotative entraînant une confusion des représentations sexuelles et sociales du jeune enfant."

De plus, l'enfant est très tôt inséré dans un véritable réseau social : personnel des crèches, nourrices sont autant de visages nouveaux qui peuplent son univers. Ces changements de lieux quotidiens, la multiplicité des maternages préfigurent, d'une manière précoce pour l'enfant, l'éclatement du temps de l'adulte.

Se sacrifier ou sacrifier

Consciente de ces impératifs psychologiques, la mère au travail culpabilise. Bousculée, tendue, peu disponible, elle craint de voler du temps à ses enfants.

L'image de la mère entièrement dévouée à sa portée, capable d'abnégation, s'est théoriquement peu à peu dévaluée. Si le modèle de la femme active, libérée, fière d'elle et de sa réussite s'est imposé, celui de la "bonne" mère continue d'obséder la femme salariée. L'enfant ne devient jamais un obstacle à la carrière du père, alors que la mère s'interroge à tous les instants sur le sens des priorités de sa vie. Ainsi, lorsque l'enfant paraît, la mère se désengage sur le plan professionnel, alors que le père s'engage davantage dans son travail.

Avec le travail féminin devenu une quasi-normalité, il lui a fallu trouver un compromis, plus qu'un impossible équilibre entre divers rôles se succédant sans transition. La mère éprouve un déchirement à tenter de hiérarchiser ses différents rôles.

Selon François de Singly, l'enfant rigidifie le fonctionnement de la famille, notamment les modalités de l'exercice du pouvoir et de la prise en charge du travail domestique.

De nombreux intervenants ont mis en garde contre l'image journalistique des nouveaux pères. Certes, les hommes osent aujourd'hui pousser un landau et savent langer un enfant, mais leur participation reste symbolique, cantonnée dans des aides ponctuelles et négociées, souvent comptabilisées, proches de l'alibi culturel quand il ne s'agit pas de prestations spectacles.

L'engagement paternel maximal n'est jamais équivalent à l'engagement minimal de la mère ; et à la bonne conscience du père s'oppose journellement l'anxiété de la mère.

Les frontières séparant les rôles de père et de mère sont devenues plus mobiles mais n'ont pas été supprimées. Les hommes doivent travailler, les femmes peuvent le faire. Devant cette situation, on oppose liberté à égalité : les femmes seraient libres ou non de s'engager professionnellement.

Des mères "pro"

Certains vont jusqu'à penser que l'activité de mère pourrait devenir une profession, avec statut et salaire. Ainsi, des "pro" auraient en charge les familles nombreuses, tandis que d'autres peu douées pour le maternage leur confieraient leurs enfants. D'autres suggèrent aux femmes d'opter soit pour une belle carrière en gommant l'activité parentale, soit pour un travail alimentaire en consacrant du temps à leurs enfants.

Dans le traitement social et politique de l'enfant doit être intégré l'intérêt des deux parents. Une non-redistribution générale du temps de travail peut conduire à une société à deux vitesses dans laquelle les femmes iraient moins vite.

La société, qui profite de l'activité économique des femmes, ne peut à la fois refuser aux mères les moyens d'exercer leur profession correctement pendant les premières années de l'enfant et leur reprocher des absences liées au surmenage et à l'inadéquation des solutions de garde.

Durant ce colloque, Claude Lévi-Strauss a tenu à rassurer en affirmant que bien des choses sont possibles dans les sociétés humaines. Les changements qui se produisent aujourd'hui, les difficultés qu'ils engendrent, ne doivent pas inquiéter au point de faire croire que tout écart par rapport aux idées traditionnelles conduit nécessairement à une crise. Il y a une infinité d'attitudes possibles dans les sociétés nouvelles et Claude Lévi-Strauss ne doute pas que la société actuelle soit aussi capable, à plus ou moins longue échéance, de créer des formes d'organisation adaptées à la situation. En attendant, les mères de famille demeurent les parias de la société industrielle avancée. Certes, on finira bien par légiférer pour améliorer leur sort et, de ce point de vue, l'initiative du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius et du pédiatre Julien Cohen-Solal, est à saluer. Mais les femmes trouveront- elles, en plus, le temps de se battre contre les préjugés d'une civilisation fondée sur la division sexuelle du travail ?

Françoise Lorrain

Libération Archives

LA CARTE DE FRANCE

Pour se mettre à l'heure de l'Europe

Fédérations de régions, communautés de communes : pour faire avancer la décentralisation, Pierre Joxe propose un avant-projet qui sera présenté au printemps au Parlement, comme le souhaitent Pierre Mauroy et les socialistes.

Et harmoniser

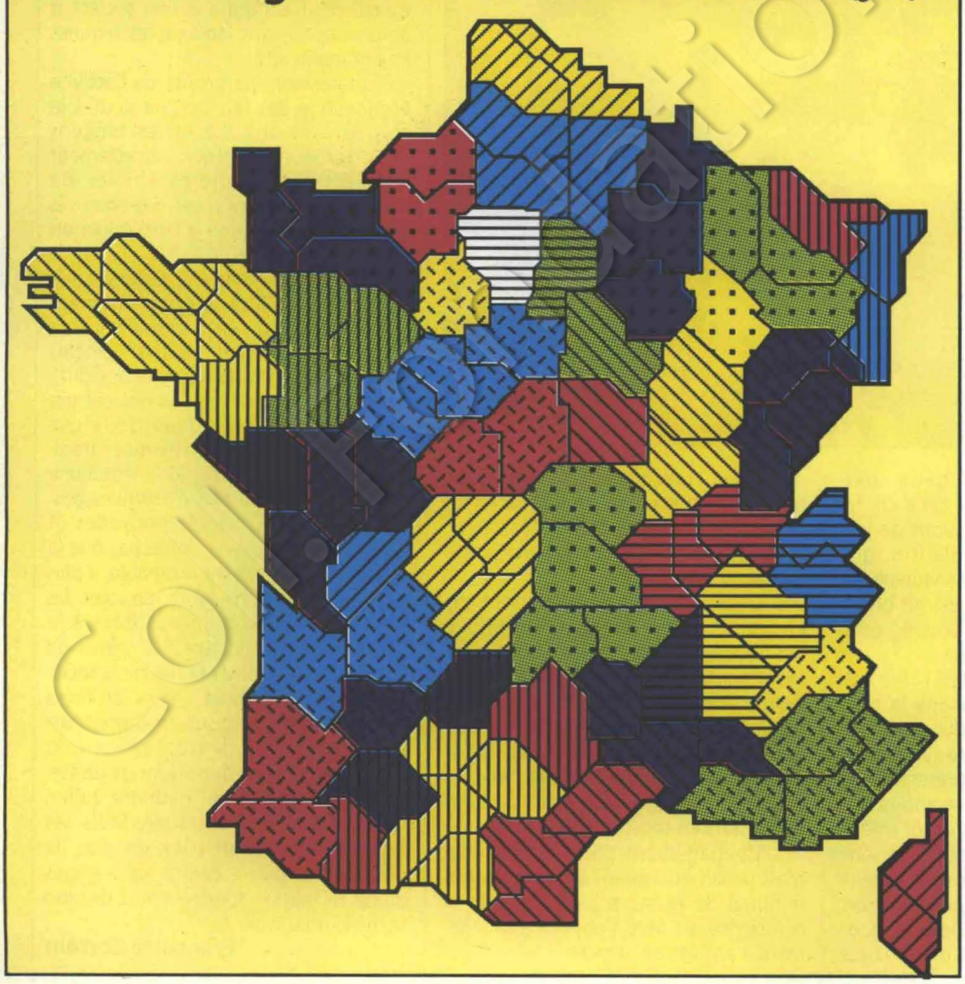
Une autre évidence : l'intérêt qu'il y aurait à harmoniser les découpages régionaux.
Sur ces trois cartes, cinq exemples que l'on pourrait multiplier à l'infini, ou presque.

Première question : comment, dans l'Europe de demain, le Limousin pourra-t-il négocier avec le Bade-Wurtemberg, la Haute-Normandie avec la Catalogne, la Lorraine avec le Brabant ? La réponse est simple. Elles ne pourront pas.

Seconde question : la France peut-elle conserver ses 36.749 communes alors que tous ses voisins européens réunis n'en totalisent pas 30.000 ? Là encore, la réponse est plutôt négative. Or, six ans après la mise en place de la décentralisation, qui a beaucoup profité aux conseils généraux, le gouvernement est bien décidé à donner un rôle accru aux régions et aux grandes agglomérations en créant des fédérations de régions et en favorisant l'extension des communautés urbaines. Si les régions françaises veulent faire le poids à l'échelle européenne, elles doivent être renforcées non seulement en taille mais aussi en poids démographique et économique. "Certaines de nos régions, Rhône-Alpes ou Provence-Côte d'Azur, sont tout à fait à l'échelle européenne. Le handicap principal des régions françaises n'est pas leur dimension mais leur extrême hétérogénéité", précise-t-on au ministère de l'Intérieur où l'on sait bien que trop d'intérêts sont en jeu pour agir vite et surtout autoritairement". Reste que la situation actuelle est absurde : certaines régions ont des budgets inférieurs à celui d'un seul de leurs départements. Un avant-projet de loi d'orientation "relative à l'administration territoriale de la République" vient d'être transmis à Michel Rocard par Pierre Joxe et Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités locales. Il devrait être présenté à la session de printemps du Parlement et la direction générale des collectivités locales (DGCL) est bien décidée à s'y attaquer.

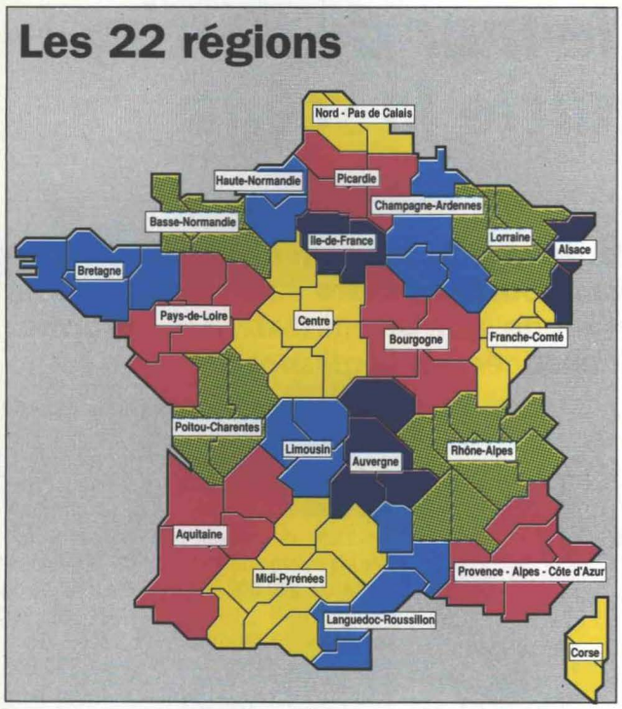
En douceur. "Il n'est pas question d'imposer quoi que ce soit, on irait droit à une levée de boucliers, explique-t-on dans l'entourage de Pierre Joxe, ni de faire quoi que ce soit sans l'accord des conseils régionaux qui, depuis 1986, avec l'élection au suffrage universel, ont acquis une vraie légitimité."

Les 30 régions judiciaires -Cours d'appel- (couleur) et les 16 régions de la Sécurité sociale (grisé)



Vers des fédérations de régions

Principale innovation, parmi les 67 articles du texte proposé, la mise en place de fédérations de régions permettant à plusieurs d'entre elles de se grouper volontairement. Administrées par un conseil de délégués des régions membres, elles seraient dotées des compétences que les régions leur transféreraient. L'idée est la suivante : faire que, à l'instar des syndicats de communes, les régions mettent en commun un certain nombre de compétences comme, par exemple, la gestion des lycées, la formation professionnelle, ou la planification. Bref, lancer le mouvement. Mais comment renforcer les régions actuelles sans accroître leurs pouvoirs et leurs moyens, comment créer des super-régions sans de nouveaux transferts de compétences ? Pour l'instant, seule est évoquée la gestion des structures universitaires. Pour le reste, on mise, Place Beauvau, sur la souplesse et le pragmatisme. Ce qui n'empêche pas d'envisager un groupement des deux Normandies, auxquelles pourrait même s'allier la Picardie ou d'entrevoir des accords entre la Bretagne et les Pays de Loire. "On n'est pas obligé d'imposer des structures de façon jacobine chaque fois qu'une coopération se met en place", souligne prudemment un proche du ministre sans cacher que toutes les coopérations région à région mais aussi région-département extérieur(1) seront vivement



encouragées. Au Parti socialiste, certains souhaiteraient aller plus loin : "On n'échappera pas à la nécessité de redéfinir la répartition des compétences et des moyens entre l'Etat, la région et les départements au bénéfice des régions qui restent le maillon faible de la décentralisation", estime Jean-Marie Cambacérès, président du groupe de réflexion sur ce sujet, qui demande la création d'un observatoire de la décentralisation.

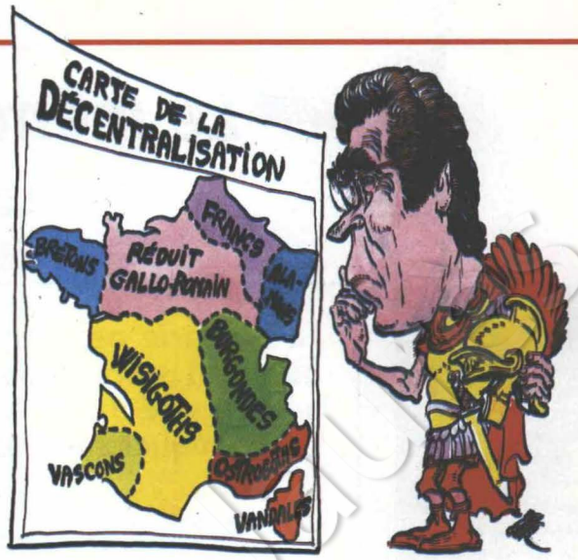
Des communautés urbaines dans les agglomérations de plus de 100.000 habitants

Seconde innovation majeure proposée par Pierre Joxe et Jean-Michel Baylet, la création automatique de communautés urbaines dans les agglomérations de plus de 100.000 habitants (2) : "Il existe un sentiment de ville qui n'a plus rien à voir avec la limite communale. Les habitants des communes voisines de Toulouse, par exemple, se sentent Toulousains. Il faut créer une structure permettant de mener une politique commune de développement économique et d'aménagement du territoire", souligne -t-on à la DGCL.

Pour les communautés rurales, les groupements seront volontaires ou ne seront pas. La loi Marcellin de 1971, qui obligeait des communes à fusionner, a laissé de trop mauvais souvenirs : "seul un gouvernement suicidaire pourrait décider d'imposer en ce domaine", analyse un conseiller de Pierre Joxe, tout en remarquant que "tous les pays d'Europe l'ont fait, et brutalement, dans les années 70 (3)". L'avant-projet propose donc des communautés de communes créées également sous réserve de l'accord d'un nombre minimal de communes concernées.

S'ils ne sont pas imposés, tous ces groupements sont vivement encouragés : incitations financières, avantages fiscaux. La mise en commun prévue de la taxe professionnelle, notamment, ne peut qu'entraîner l'adhésion d'un nombre maximal de communes de la zone qui pourraient ainsi partager la manne fiscale que représente l'installation d'un supermarché dans un village.

Il y a fort à parier que cet avant-projet se transforme en loi, d'autant que Michel Rocard ne cesse de réaffirmer la nécessité "d'une solidarité financière entre collectivités riches et collectivités pauvres." Un projet qui ne peut que réjouir l'opinion publique : selon un sondage CSP-"Libération" du mois dernier, 51% des Français souhaitent plus de décentralisation, 41% trouvent que les régions n'ont pas assez de pouvoirs et 46% que les communes devraient avoir plus de responsabilités.



Patricia Jaffray

(1) Raymond Courrière, président (PS) du conseil général de l'Aude à déjà proposé une coopération Aquitaine-Midi-Pyrénées et une partie du Languedoc-Roussillon.

(2) Sauf si un tiers des conseils municipaux s'y oppose.

(3) La Belgique est passée de 1.500 à 400 communes en 1973 et 1985, le Royaume-Uni a supprimé d'un coup les paroisses et groupé les collectivités locales en 1973...



Le même jour que le mur de Berlin, Teodor Jivkov quitte la scène

La Bulgarie peut enfin espérer que l'heure de la pereustroistvo (perestroïka en bulgare) soit venue. Le vent du renouveau, soufflant cette fois-ci de Moscou, a donc été fatal à une direction brejnevienne qui promettait des réformes économiques sans les réaliser et qui refusait obstinément la glasnost.

La Bulgarie, depuis sa naissance a la fin du XIXe siècle, a exprimé une tradition russophile. Pourtant les rivalités balkaniques l'ont conduit à choisir les empires centraux puis l'Allemagne national-socialiste, lors des deux conflits mondiaux. Mais, après 1945, la présence de l'armée rouge a facilité la mise en place d'un régime de type stalinien : la monarchie est supprimée par plébiscite ; le principal parti non-communiste, le Parti agrarien de Petkov, est dissous. A la mort du premier dirigeant communiste bulgare, le célèbre Dimitrov, qui fut accusé par les nazis d'être à l'origine de l'incendie du Reichtag, le Parti communiste subit une purge sévère. Kostov et 17 des 40 membres du comité central sont liquidés sous l'accusation d'avoir participé à un complot titiste. C'est l'occasion pour Teodor Jivkov de commencer son ascension sous l'ombre du nouveau dirigeant choisi par Staline, Tchernenkov, qui impose le modèle de développement économique choisi par l'Union Soviétique. Mais la déstalinisation partielle voulue par Khrouchtchev est une bonne occasion pour Jivkov de se débarrasser définitivement de Tchernenkov et de contrôler totalement le pouvoir. Il prétend suivre fidèlement la voie tracée par Khrouchtchev lors du XXIIe congrès du PCUS, mais la démission forcée du dirigeant soviétique ne menace pas personnellement Jivkov. Il s'accommode parfaitement de la direction brejnevienne.



Au fil des années, le mécontentement...

En 1985, la Bulgarie demeure la plus fidèle alliée de l'URSS. L'essentiel des échanges commerciaux se fait avec Moscou, la diffusion quotidienne de 251 journaux et revues soviétiques pour mille habitants, (contre 252 en langue bulgare), l'enseignement du russe dès l'école maternelle et le séjour systématique à Moscou des cadres économiques et politiques donnent une idée de l'ampleur de cette dépendance. Cependant, au fur et à mesure des propositions et des mesures concrètes de réformes de Gorbatchev, Jivkov, à la manière d'Erich Honecker, est devenu moins "soviétomaniaque". Il a exprimé son inquiétude face aux évolutions jugées trop rapides à Varsovie et à Budapest. Malgré l'unanimité apparente de la direction, Jivkov savait que certains résultats économiques et certaines décisions qu'il avait prises suscitaient du mécontentement dans le pays. La production agricole régresse, les industries souffrent de tous les dysfonctionnements propres aux économies centralisées sur le modèle stalinien. La dette extérieure est de plus de 7 milliards de dollars, la balance commerciale est déficitaire.

La contestation n'a jamais été massive, mais on a assisté, en 1988, à la fondation d'un club pour le soutien à la glasnost et à la perestroïka, qui a même attiré des membres du Parti communiste et qui propose des élections législatives libres et secrètes. Une Association pour la défense des droits de l'homme a été fondée en juin 1988. Plus récemment, une manifestation de 5.000 personnes, porteuses d'une pétition de 11.000 signatures, se faisait l'écho des préoccupations écologistes d'une partie des habitants de Sofia.

Mais c'est surtout la question de la minorité musulmane et l'orientation répressive qui ont mis Jivkov en difficulté. En 1984, commençait la bulgarisation forcée des noms de la minorité musulmane forte de 900.000 personnes (10% de la population). Les violences et les arrestations se sont multipliées. On a abouti au départ de plus de 300.000 musulmans vers la Turquie dans les pires conditions ; c'est l'exode forcé le plus important en Europe depuis 1945. Aujourd'hui, le pays souffre d'un déficit de main d'œuvre dans les campagnes, ce qui aggrave la pénurie alimentaire. La Bulgarie s'est trouvée isolée sur le plan international, malgré les efforts laborieux des représentants officiels bulgares à l'étranger pour justifier ces expulsions au nom d'une menace panislamiste. Réaliste, le ministre des Affaires étrangères Mladenov se plaignait de plus en plus ouvertement de la mauvaise image de la Bulgarie à l'étranger.

...puis, les erreurs

La nomination du fils de Jivkov, un alcoolique notoire, aboutit à la constitution, autour de Mladenov, d'un groupe favorable à la destitution de Jivkov. Dans la pure tradition des Balkans, entre rumeurs et révolution de palais, Mladenov suggéra lors d'une session du politburo, de pousser Jivkov à démissionner. Il accusa Jivkov d'avoir conduit la Bulgarie au bord de la faillite. Depuis une visite impromptue à Moscou, il avait le soutien de Gorbatchev qui aurait même téléphoné à Jivkov pour lui suggérer son départ volontaire. Cette démission fut difficile à obtenir mais, depuis, les changements s'accélèrent. Le lundi 15 novembre, Mladenov fait réintégrer dans le parti onze opposants à la ligne Jivkov, pour la plupart membres du club informel en faveur de la perestroïka. Puis, c'est l'expulsion de trois des dix membres à part entière du bureau politique dont Stojanov, ministre de l'Intérieur, véritable bête noire de l'opposition.

Ainsi, la difficile situation économique, les maladresses et les demi-mesures pour tenter de copier le modèle soviétique de perestroïka, et surtout l'expulsion de centaines de milliers de Turcs bulgares, ont fini par discréditer une direction vieillissante. Si la Bulgarie ne voulait pas se faire oublier dans une Europe de l'Est en pleine mutation, il était nécessaire de prendre des décisions spectaculaires.

La nomination de Petar Mladenov au poste de secrétaire général semble répondre à un souci de ménager une période de transition. On dit de l'homme, âgé de 64 ans, que sa santé est fragile. Sur le plan de l'itinéraire politique, rien n'indique qu'il soit véritablement l'homme de l'alternative. Mais, depuis Gorbatchev, il faut éviter de porter dans un pays socialiste un jugement sommaire sur une personnalité restée dans l'ombre ; et dont la carrière a été sans surprise.

Luc Lévy

Salvador

La guerre de déchaîne à nouveau au Salvador, frappant une population déjà bien éprouvée par huit années de conflits armés. La paix, que les multiples dialogues engagés en Amérique centrale rendent possible, s'éloigne ainsi du Salvador. Le Parti socialiste condamne tous ceux qui tentent encore d'imposer la voix des armes ; il déplore les nombreuses victimes dues à l'offensive du FMLN et s'indigne contre la violence aveugle déchaînée depuis par l'armée salvadorienne contre la population. Le Parti socialiste appelle le FMNL et le gouvernement salvadorien à reprendre au plus vite le dialogue pour la paix, récemment interrompu. Seule une solution politique négociée, associant toutes les composantes de la société salvadorienne, peut mettre fin au drame de ce pays. Le Parti socialiste renouvelle sa pleine solidarité avec ceux qui œuvrent dans ce sens, notamment avec son parti frère : le Mouvement national révolutionnaire. Il s'indigne devant les appels au meurtre dirigés contre des hommes de dialogue tels que Guillermo Ungo (vice-président de l'IS), Hector Oqueli, Ruben Zamora, Mgr Riveira y Damas ou Mgr Rosa Chavez, comme il condamne les attentats récents contre des associations populaires. Le gouvernement salvadorien est responsable de la sécurité de tous ces démocrates.
Le Parti socialiste appelle surtout la communauté internationale à prendre la mesure de la gravité de la situation salvadorienne et à contribuer plus activement à la recherche d'une solution durable.
(BE du 15.11.1989)

TCHECOSLOVAQUIE UNE LIBERTE SI DIFFICILE

Venu de Pologne et de Hongrie, balayant la RDA en quelques semaines, le souffle de la liberté vient de toucher Prague. Loin de freiner le mouvement, l'ardeur répressive du pouvoir, le week-end dernier, a relancé une dynamique interrompue depuis 21 ans.

Les quadragénaires, ceux qui avaient 20 ans en 1968, sont venus avec leurs enfants renforcer les rangs de la jeunesse. La clameur de la foule et les cloches de la ville aux "cent toits d'or", ce lundi, ont été perçues bien au-delà de la Vltava(1), jusqu'au Hradcany, siège du gouvernement et du président. Du coup, les forces de l'ordre se sont montrées discrètes. Mais en lançant un appel "à défendre énergiquement les intérêts de la société socialiste", Ladislas Adamec, le Premier ministre, a voulu indiquer la détermination du gouvernement à ne pas capituler. Baroud d'honneur ? On ne peut pas écarter, hélas, les risques d'affrontement. Ce serait une erreur de croire que ces propos n'inquiètent pas. Les habitudes répressives sont devenues une seconde nature en Tchécoslovaquie et les mentalités sont imprégnées de craintes. Si "Mlada Fronta", l'organe de la Jeunesse communiste, a condamné les méthodes policières, le gouvernement, lui, les approuve. On imagine mal, toutefois, que le tourbillon qui a saisi l'Est cette année, n'emporte pas définitivement la normalisation.

Les données sont singulièrement bousculées. Qui, désormais, soutiendra un régime massivement contesté ? Dernier bastion sur lequel comptait le PCT, la RDA, qu'on croyait encore cet été tout à fait imperméable aux réformes gorbatcheviennes, vient de perdre pied. Egon Krentz, qui devait aller à Prague le 21 novembre, a renoncé à sa visite.

En réclamant la démission du gouvernement, le départ de Milos Jakès, secrétaire général du Parti, la tenue d'élections libres, en brandissant le drapeau national tricolore au cri de "svoboda !"(2), les Pragois ont commencé à tourner la page.

Mais l'étape suivante, si le mouvement doit s'amplifier à Prague, ne sera pas moins délicate. Qui, le moment venu, conduira la suite ? "Y aura-t-il un pilote dans l'avion ?" On ne voit guère, au sein du PC, d'hommes prêts à la relève pour une véritable politique de perestroïka et de glasnost. L'opposition, jusqu'à ces dernières semaines, répression oblige, est restée embryonnaire et ses grandes figures, Vaclav Havel, Petr Uhl, notamment, ne sont pas, au sens classique du terme, des politiques. On parle, ces derniers jours, à Prague, du possible départ de Milos Jakès et de son remplacement par Ladislas Adamec. La rumeur évoque aussi le possible retour, au moins pour assumer la transition, de l'ancien secrétaire général du PCT en 1968 : Alexandre Dubcek. Quelle fantastique revanche de l'histoire ce serait ! Le printemps en automne, écrivions-nous il y a quelques semaines... Décidément, même en Tchécoslovaquie, il n'y a plus de saisons !

Patrice Durand

(1) La Moldau
(2) Liberté



IL FAUT AIDER LA NAMIBIE DANS SON ACCESSION A L'INDEPENDANCE



Premières élections pour pour la Namibie. Sur les 72 sièges à pourvoir à l'assemblée constituante, la Swapo -mouvement indépendantiste noir, dirigé par Sam Nujoma- en a emporté 41. La DTA -proche de l'Afrique du Sud- obtient 21 sièges ; les 10 derniers sièges se répartissent entre 5 autres petits partis.
Une mission du bureau de l'Assemblée nationale, conduite par Michel Coffineau (vice-président de l'Assemblée, député PS du Val-d'Oise) et dans laquelle se trouvait également Denise Cacheux, député PS du Nord, vient de se rendre en Namibie.
Michel Coffineau commente le résultat de ces élections.

"Vendredi". La SWAPO n'a pas obtenu la majorité des deux tiers (48 voix). Le processus d'accession à l'indépendance est-il, de ce fait, mis en cause ?

Michel Coffineau. Sam Nujoma nous avait dit qu'il était prêt à coopérer avec les autres partis, et il l'a répété après la proclamation des résultats. Il devra donc conclure des alliances, mais le multipartisme, la séparation des pouvoirs et le respect des droits de l'homme pourraient être une base honorable.

L'ONU souhaitait des élections "libres et honnêtes". L'ont-elles été ?

Oui, sans aucun doute. L'ONU a fait un très gros effort et a surmonté des difficultés, telle la manœuvre du ministre des Affaires étrangères sud-africain, Pik Botha, qui a fait, juste avant les élections, courir le bruit -sans fondement aucun- que des guerilleros de la SWAPO venaient de s'infiltrer dans le territoire.

L'indépendance de la Namibie va-t-elle bouleverser l'échiquier politique en Afrique australe ?

La Namibie indépendante ne pourra plus servir de glacis protecteur à l'Afrique du Sud, ni de base offensive contre l'Angola. L'Angola n'est donc plus menacée au sud et y comptera, au contraire, un allié, si la SWAPO se maintient au pouvoir. Mais l'économie de la Namibie est étroitement dépendante de l'Afrique du Sud et sa liberté de manœuvre est très réduite. Pik Botha ne s'est pas privé de le rappeler. C'est pourquoi il convient d'apporter à la Namibie une aide économique et technique pour la dégager de l'emprise sud-africaine.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

Travailleurs... m'avez compris !

Sept ans après la précédente, le RPR s'est décidé à convoquer une "convention du monde du travail".
Au dessus de la tribune flottait une banderole rappelant qu'un "grand rassemblement est d'abord populaire". Idée force que Chirac avait sûrement en tête lorsqu'il supprima l'impôt sur les grandes fortunes, de même que Séguin lorsqu'il annula l'autorisation administrative de licenciement. Quant au réajustement des salaires, la convention gaulliste y substitue la participation. Un air déjà connu. Mais la réunion atteignit le sommet de l'audace lorsqu'un délégué proposa que les "PDG soient élus par les salariés".
Enfoncé, Krasucki !

J.R.

Eugène Sue : "Les Mystères de Paris"



Emile Duchâtel - ministre oublié du cabinet Soult- arrive à son bureau un matin de 1843, complètement effaré et pose une question angoissée : "Est-il vrai que la Louve est morte ?" Comme lui, tout Paris vit au rythme des "Mystères de Paris", le roman-feuilleton publié par le "Journal des Débats". Le succès était tel que le tirage des "Débats" n'y suffisait pas et que des petits malins louaient leur exemplaire pour dix sous la demi-heure... La plupart des journaux de l'époque valaient un sou !
Engène Sue écrivait au jour le jour, passant chaque soirée dans les bouges de l'île de la Cité (c'était avant Haussmann) pour s'imprégner de son sujet. Le jour où les malfrats, ayant fini par le repérer, le saluèrent respectueusement, la partie du roman du peuple de Paris était gagnée ! Dans la collection "Bouquins".
Laffont, 1.380 p., 120 F.

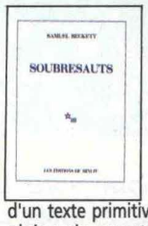
"André Malraux ; unité de l'œuvre, unité de l'homme"



Ce sont les actes d'un colloque qui a eu lieu (juillet 1988) à Cerisy-la-Salle, avec une quarantaine de spécialistes de l'œuvre et de familiers de l'homme.
Ainsi que l'écrit Christine Moatti : "relire Malraux, c'est méditer en profondeur, sur ses traces, sur quelques-unes des angoisses essentielles de notre époque." Peu de grands écrivains ont présenté des facettes aussi nombreuses, peu de grandes œuvres ont subi un tel découpage. Les participants à ce colloque s'efforcent de dégager l'unité de l'homme et de l'œuvre.
Documentation française, 386 p., 180 F.

Samuel Beckett : "Soubresauts"

Retrouver Beckett là où il nous a laissés. Depuis toujours au même point dans un espace infime. Avec pour seule dynamique la contraction lente du temps, celui qui reste.



Une nouvelle tache sur le silence. D'une extraordinaire brièveté presque 22 pages d'un texte primitivement écrit en anglais puis reporté en français par Beckett. Un "soubresaut" encore de l'in-terminable destinée. En trois temps une invocation sèche et pure où le phonème le plus fréquent est le mot "finir". "... Oh finir. N'importe comment n'importe où. Temps et peine et soi soi-disant. Oh tout finir."
Editions de Minuit, 34 p., 40 F.

Jean Paulhan : "La Vie est pleine de choses redoutables"



En 1935, Jean Paulhan avait été élu conseiller municipal socialiste de Châtenay-Malabry (dans la banlieue sud de Paris) sur la liste de l'arrière-petit-fils de Karl Marx, Jean Longuet. Tout Paulhan est ainsi : déroutant, inattendu, insaisissable.
Sa petite-fille, Claire Paulhan, a rassemblé ses carnets pour constituer une autobiographie. On n'y trouve pas celui que l'on attendait le plus : le fameux directeur de la NRF, le découvreur de talents littéraires, l'orienteur des lettres. Mais on entre dans l'intimité d'un pudique : l'écrivain, le curieux, le grammairien et l'ironiste.
Seghers, 362 p. 175 F.

Bernhard Blumenkrantz : "Les Juifs et la Révolution française"



Bernhard Blumenkrantz vient de nous quitter alors qu'il écrivait le tome XIV de "Franco-Judaïca", l'œuvre qu'il a mené sur toute sa vie. Le collectif qui travaillait avec lui aura, sans doute, à cœur de mener à bien ces "Juifs en France au XVIIIe siècle", en souvenir de l'historien disparu, infatigable et scrupuleux.
Vient juste de paraître la réédition - augmentée- du tome IV de la collection : "Les Juifs et la Révolution française", une période cruciale de l'histoire juive (Lorraine, Alsace, Comtat, Nice notamment). On sera particulièrement intéressé par une discussion avec A. Soboul, G. Nahon, E. Szapiro, A. Kriegel et F. Delpech.
Franco-Judaïca, 256 p., 165 F.

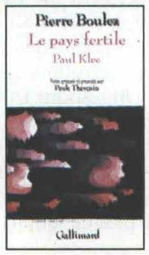
Monica Charlot : "Victoria"



La duchesse de Berry avait fait scandale en allant se baigner à Dieppe en 1833. On ne sait pas que la reine Victoria en fit autant en 1847, à Osborne. Imagine-t-on : la reine d'Angleterre, impératrice des Indes...!
On connaît mal Victoria de ce côté-ci du Channel qu'elle franchit, elle, si souvent. Complexe à coup sûr : très féminine, elle incarna jusqu'à la caricature les valeurs d'une société foncièrement misogyne. Passionnée et volontaire, une "dame de fer" déjà. Monica Charlot a eu accès au journal intime de Victoria qui est un précieux témoignage. (Tome 1 : 1819-1861).
Flammarion, 482 p., 120 F.

Pierre Boulez : "Le Pays fertile, Paul Klee"

Une rencontre unique. Celle du musicien probablement le plus influent de la seconde moitié du vingtième siècle et de l'un des peintres les plus novateurs de l'entre-deux-guerres. De plus, Boulez et Klee ont en commun d'être intellectuellement ouverts à tout et, comme l'on dit aujourd'hui, pluridisciplinaires de démarche innée.



Dans ce texte étonnant, Boulez met en regard les deux démarches créatrices : celle du compositeur et celle du peintre. Les inspirations, les approches, les traductions artistiques et les influences réciproques. Le propos est illustré de nombreux exemples musicaux et de reproductions de grande qualité.
Gallimard, 184 p., 300 F.

Musiques de Strauss



Les deux plus connus sont Johann I (la "Marche de Radetzky") et son fils, Johann II ("Le Beau Danube bleu"). Mais il y a aussi les deux autres fils, Joseph et Eduard. A eux quatre, c'est tout le panache de la musique viennoise : valses, polkas et galops. C'est l'Odeon-Saal de Leopoldstat, immense salle de bal (143 mètres sur 34) qui pouvait recevoir huit mille danseurs sous ses lustres et ses lambris.
Willy Boskovski, lui, est un violoniste hors de pair, appelé par ses pairs à diriger les fameux concerts du Nouvel An pendant vingt-cinq ans. Le voici à la tête du Philharmonique de Vienne dans tout le répertoire empanaché de la valse viennoise.
Decca, 2 CD, 425425 et 4254427, 73 et 74', env. 150 F chaque

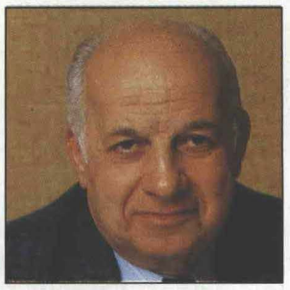
Dvorak : Quatuors avec piano



Musique injustement méconnue du grand public. Le quatuor en ré est à la fois volubile et optimiste, chargé de nombreux thèmes bohèmes. Une joie authentique. Plus tardif, le quatuor en mi bémol est un chef d'œuvre. Beaucoup plus élaboré. Et, là aussi, un fort héritage folklorique.
L'interprétation est celle qui avait disparu depuis plusieurs années, du Quatuor Julliard, ce qui est tout dire. Pureté et émotion retenue, mais aussi vive jubilation.
CBS, 2 CD, 125' 46", env. 130 F.

BLOC - NOTES

Claude Estier



15 novembre

Après les musulmans, les juifs. Après les mosquées, les synagogues. Ce conseiller municipal d'Aix-les-Bains, qui estime qu'il y a trop de juifs dans cette ville, est bien de la même eau que le maire de Montfermeil ou celui de Beaucaire qui, eux, trouvent qu'il y a trop d'Arabes. La petite graine raciste semée par Le Pen et ses amis lève donc ici ou là. Certes, ce ne sont que des pousses isolées, mais il faut les extirper aussitôt. Car le racisme, l'antisémitisme, le refus de l'autre, on sait comment cela commence. On sait aussi où cela peut finir !

17 novembre

Dans "L'Humanité", ce petit titre en première page : "Le renouveau en Bulgarie aussi". A quand le titre : le renouveau au PCF aussi ? Sans doute pas pour demain mais, à en croire "Libération" de ce même jour, "le piedestal de Marchais vacille". Cela en raison de la fronde qui se développe place du Colonel-Fabien à la suite des incroyables déclarations du secrétaire général, se présentant dimanche dernier, au "Club de la presse", comme le précurseur de la perestroïka et réaffirmant le "bilan globalement positif" du communisme à l'Est.

18 novembre

Conférence de presse nocturne de François Mitterrand, à l'Elysée, devant un drapeau tricolore et l'emblème bleu et or de la CEE. Le président de la République est visiblement satisfait du résultat de ce dîner des Douze qui a dégagé un accord unanime pour aider concrètement les pays de l'Europe de l'Est à partir du moment où ils s'engagent clairement dans la voie de la démocratie. Dix jours à peine après la première brèche dans le mur de Berlin, un tel accord, dû à l'initiative du président en exercice de la Communauté européenne, souligne que celle-ci n'a pas perdu de temps pour se situer à la hauteur de l'événement. Au passage, on observera qu'en France Jacques Chirac a perdu une nouvelle occasion de se taire quand il a reproché, jeudi, à François Mitterrand son comportement "très timoré et bien médiocre dans les initiatives et les réactions". Le président du RPR a beau vouloir changer d'image, le rôle de la mouche du coche lui colle à la peau !

19 novembre

Passionnante émission à France-Inter qui a interrogé plusieurs militants communistes pour connaître leurs réactions aux événements de l'Est. Quelques-uns demeurent bardés de certitudes et défendent dur comme fer la ligne Marchais. Mais la plupart expriment des interrogations ou des critiques qui traduisent bien le malaise d'hommes et de femmes qui ont perdu leurs références et ne savent plus très bien où se situer. L'un d'eux évoque le retard que le PCF avait mis pour intégrer le rapport Khrouchtchev et pense que tout vient de là. Un autre va plus loin, en soulignant que la perestroïka c'est la fin des décisions venues d'en haut sans que le peuple ait pu donner son avis, ce qu'il ne reconnaît pas dans le fonctionnement de son parti. Georges Marchais, lui, demeure imperturbable. Ce soir, la télévision nous le montre affirmant que le PCF n'a aucun virage à prendre puisqu'il a toujours souhaité ce qui se passe aujourd'hui à l'Est ! En dehors de ses affidés, qui peut encore croire Marchais ?

20 novembre

Une fois n'est pas coutume : le gouvernement a trouvé, au Sénat, une majorité confortable pour approuver, non pas sa politique générale, mais l'action menée face aux événements de l'Europe de l'Est. Avec le RPR (sauf Maurice Shumann et un ou deux autres), seuls Lecanuet, Chinaud et une douzaine de nostalgiques de la guerre froide se sont enfermés dans leur refus. Les autres ont compris qu'une assemblée parlementaire française ne pouvait pas dire non aux Polonais, aux Hongrois, aux Allemands de l'Est, ni aux centaines de milliers de Tchécoslovaques qui manifestent à Prague pour la liberté.

DEBATTONS

36.14 code PS

C'est Jean-Pierre Chevènement que vous avez pu interroger cette semaine. Quelques réponses.



Que pensez-vous de la méthode Rocard ?
Toute politique doit concilier la vue d'ensemble et le pragmatisme dans l'action. L'opinion publique, dans sa majorité, considère que Michel Rocard a su concilier ces deux exigences.

L'effritement du bloc de l'Est nous réjouit tous. Mais faut-il s'inquiéter d'éventuelles réactions négatives de l'URSS ? Votre avis, en tant que ministre, et votre avis, en tant que citoyen français et européen.
L'évolution en cours, dans les pays de l'Est, est effectivement très heureuse. Bien sûr, nous ne sommes pas à l'abri de quelques coups de freins, ni de retours en arrière. En URSS, cas particulier, Mikhaïl Gorbatchev doit faire face à de sérieuses difficultés. Mais le mouvement est irréversible. En Europe centrale notamment, on ne reviendra pas au point de départ.

La réunification de l'Allemagne encouragerait le revanchisme. Waldheim, ex-nazi, serait-il insensible au pangermanisme de Kohl ? Faut-il craindre un autre Anschluss sur la RDA et l'Autriche ?
Ne projetons pas dans l'avenir les cauchemars du passé. La démocratisation de la RDA est une bonne chose. Le principe d'autodétermination des peuples n'a pas d'exception. Ces évolutions doivent se faire, démocratiquement, avec l'accord des voisins de l'Allemagne et des 5 puissances alliées.

Trouvez-vous normal -ex-ministre de l'Education nationale qui réclamiez un maximum de qualification- qu'un jeune soit obligé de suspendre ses études pour effectuer le service militaire ?
J'ai pris, l'an dernier, des mesures permettant de repousser jusqu'à 25 ou 26 ans l'âge de l'incorporation pour les jeunes effectuant une formation. Tous les jeunes Français, y compris ceux qui bénéficient d'une formation supérieure, doivent consacrer un an de leur vie à leur pays. C'est un principe républicain, essentiel pour la défense aussi bien que pour l'esprit civique.

La France n'a pas d'ennemis : l'armée est inutile. C'est un poids mort que traîne la nation. Il faut réduire les effectifs. Assez de gâchis ! En RFA, l'armée n'existe pas, et la RFA est 1ère en Europe.
La RFA dispose de 494.300 militaires d'active (à comparer aux 550.000 militaires français, y compris 90.000 gendarmes) et son budget militaire s'élève à 21 milliards de dollars, très voisin de celui de la France (22 milliards). Il n'y a pas de relation directe entre l'effort militaire d'un pays -qui peut aussi avoir des retombées civiles importantes- et les résultats de son économie.

Chaque semaine, en direct sur 36.14 code PS de 18 à 20 h.
28 novembre : André Laignel
5 décembre : Marie-Noëlle Lienemann

Petite annonce (100 F la ligne)

3901
Permanente FNESR cherche appartement de 2 ou 3 pièces à Paris ou région parisienne. **Contacter (de 9 h 30 à 18 h) : 45 26 50 50**

Vendredi

BULLETIN D'ABONNEMENT
à renvoyer à : "Vendredi"
10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

Nom.....Prénom.....
Adresse : N°.....Bât/Esc : .....
Rue : .....
.....
Commune.....
Code Postal |_|_|_|_|_| Bureau distributeur.....
.....

Ci-joint paiement pour : |__| abonnements à 200F =.....
|__| abonnements de soutien à 500F =..... Soit au total :.....F

Que personne ne retienne sa plume

Des centaines de lettres continuent de nous arriver... Autant d'interrogations, de réflexions, et toujours la même détermination dans un courrier responsable.

Où est passée la majorité présidentielle ? Que sont devenus ces millions de Français et de Françaises qui se reconnaissent dans le programme politique de François Mitterrand ?
Il faut reconnaître que l'Association des démocrates et les Radicaux de gauche n'ont pas encore réussi à créer ce grand mouvement qui devait, autour du PS, mais en dehors de lui, créer les conditions d'un rassemblement de type nouveau. Mais il est évident que le projet d'organiser la majorité présidentielle ne concerne pas seulement les partis périphériques, il engage en premier le PS. Or, ce dernier, s'il souhaite rassembler et, selon certaines formulations, s'ouvrir, ne cherche nullement à mettre en œuvre une structure fédérale susceptible de réunir en une seule entité les formations et les individualités qui se reconnaissent dans le programme politique du président de la République tel qu'exprimé dans la "Lettre à tous les Français".
Sûr de sa position dominante au sein de la gauche, le PS est tenté (c'est humain), de s'assurer le concours de ralliés plutôt que de chercher des alliés.
Devenu, après les européennes, minoritaire, le PS doit éviter d'apparaître comme une organisation sectaire ; non, certes, qu'il pourrait oublier les valeurs de la gauche, ou renoncer à son credo de solidarité et de justice sociale, mais parce que, comme toute secte, il risquerait d'observer à l'égard de l'extérieur une attitude dialectique, c'est-à-dire souhaiter à la fois attirer et repousser, accepter l'autre et lui faire comprendre qu'il n'a pas de place en son sein.
De façon inavouée, le PS estime que le mieux serait que les adhérents de la majorité présidentielle se réunissent dans des clubs, des cercles d'étude, quelquefois en coordination avec les penseurs du Parti, mais qu'ils ne se dotent pas de structures partisanes, susceptibles de venir troubler le jeu déjà complexe d'un PS en mal de formulations nouvelles, que seul un congrès des purs pourra définir.
De plus, il vaudrait mieux, dans la même optique, que les tenants de la majorité présidentielle ne soient pas tentés d'adhérer au Parti socialiste. Comme l'écrit le "Canard", il n'y a plus de place au PS, pas même un strapontin de militant de base ! Peut-on dire, dans la même veine d'humour, qu'il faudrait, aux yeux du PS, que "ceux de l'ouverture" soient des "porteurs d'idées", mais qu'en aucun cas ils ne deviennent des "preneurs de places" ?
Nombre de socialistes, et non des moindres, sont cependant favorables à une contestation interne au Parti, à une autocritique dont les fruits seraient l'ouverture d'un dialogue avec l'extérieur, c'est-à-dire, si l'expression a un sens, avec la gauche non socialiste.
Si de Gaulle combattait, sous la IVe, le régime des partis, de nombreux membres du PS semblent vouloir, à leur tour, dénoncer le régime des courants, et cela, au moment où la droite cherche à générer, face à son propre monolithisme d'apparence, ce même type d'organisation. Heureusement pour la gauche, il est probable que les rénovateurs puissent tenir leurs positions jusqu'à la préparation des prochaines consultations électorales.
La question reste : qui fera les plus grands dégâts dans les délais les plus rapides ? Les adeptes de l'autoritarisme constitutif d'une droite rhétoriquement libérale ou bien alors les dirigeants de courants contradictoires au sein du PS ?
Si la question se pose bien ainsi, la majorité présidentielle ne devrait plus avoir qu'une seule ambition : créer la grande fédération sociale et de progrès, européenne et solidariste, incluant les formations, aussi faibles soient-elles, dont la vocation est également progressiste et les individus, adhérents débousolés, au programme défini avec talent et générosité en mai 1988, à l'heure d'une grande espérance.
Gérard Israël (Paris)

Que nous montrent les derniers conflits sociaux ? Au-delà des revendications salariales, la présence, pas toujours exprimée explicitement, d'un besoin de dignité. Les gendarmes mettent en cause leur hiérarchie, plus préoccupée, d'après eux, de carrière que du bon fonctionnement du service ; les ouvriers de Peugeot se plaignent du mépris de la direction et de la maîtrise ; les agents des Impôts dénoncent leurs conditions de travail difficiles et ces exemples sont innombrables. Cette attente de dignité qui n'est pas satisfaite se termine toujours par une revendication de pouvoir d'achat, comme s'il était possible de compenser une dignité perdue par une consommation accrue.
Les socialistes ont tenté, par les lois Auroux, d'améliorer les relations sociales dans l'entreprise, mais les textes sont peu appliqués. Et pourquoi ne pas commencer par balayer devant sa porte en mettant en cause le pouvoir de l'Etat et en le réformant ? Ce serait un honneur pour nous, socialistes, de montrer le chemin à suivre. Pourquoi ne pas s'attaquer à ce chantier qui aurait un impact plus grand que quelques centaines de francs arrachés de haute lutte ? Dans la fonction publique, la structure hiérarchique pyramidale est encore de type régalien. Pour faire carrière, il faut plaire à l'échelon supérieur et écraser ses subordonnés, la compétence n'est prise en compte que très rarement, c'est pourquoi on voit de nombreux "chefs" prendre des décisions qui vont à l'encontre du bon fonctionnement du service parce qu'ils n'ont pas les compétences nécessaires pour en apprécier les conséquences. En dehors du tribunal administratif, procédure très lourde et payante, il n'en existe aucune permettant un dialogue au sujet de décisions contestées par la base. Cela encourage les rancœurs et donne la sensation que l'on est un pion sur un échiquier et pas un être humain. Les recours à l'échelon ministériel sont de plus en plus nombreux quand il n'est pas possible de nouer une concertation à l'échelon local.
Tout cela est malsain et il ne faut pas donner à certains un pouvoir sans contrôle, en plus d'avantages financiers non négligeables. Nous, socialistes, qui luttons pour une société plus libre, plus juste et plus solidaire devons nous attaquer à ce chantier pour donner satisfaction à tous ceux qui nous font confiance et qui se sentent brimés de ne pouvoir exprimer toutes leurs potentialités au service de l'Etat, dans le respect de leur dignité.
La question n'est, certes, pas facile et mérite un débat approfondi. Pourquoi ne pas l'aborder à notre prochain congrès ? Nous avons commencé à apporter des réponses avant le terme du mandat législatif, nous aurons peut-être fait un pas pour ramener à nous ceux qui se sentent déçus par le gouvernement socialiste et qui espéraient un changement dans leur vie.
Francis Brouchier (Var)



1789 - 1989 : la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen :

une lithographie originale, une authentique œuvre d'art.



Plus qu'un document, un symbole

Le 27 août 1789, l'Assemblée Nationale promulgait la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Un document d'une portée exceptionnelle qui allait bouleverser en profondeur le paysage politique du monde. Cette déclaration, la première de ce type jamais édictée par un gouvernement, fut immortalisée par une illustration qui fit le tour du monde. C'est cette illustration, authentique symbole de la fraternité universelle, que reproduit cette lithographie originale réalisée par les ateliers lithographiques de l'imprimerie «Affiche Européenne».

300 heures de travail, 15 couleurs

La réalisation de cette superbe lithographie a nécessité plus de 300 heures de travail. Chaque lettre de la Déclaration a été fidèlement reproduite afin que le texte soit parfaitement lisible. Quant au tirage, il a été effectué en 15 couleurs sur un magnifique papier «Velin d'Arches» de 160 grammes. C'est donc une authentique œuvre d'art ***signée par l'artiste*** *qui l'a gravée et tirée qui vous est aujourd'hui proposée !*

Un certificat d'authenticité

Chaque lithographie est accompagnée d'un ***certificat d'authenticité*** *précisant le caractère original de sa réalisation et toutes ses spécificités techniques. Il vous garantit ainsi la totale authenticité de cette œuvre appelée à* ***prendre régulièrement de la valeur avec le temps.***

Pour recevoir cette œuvre qui concerne en priorité toutes les mairies de France, il vous suffit de retourner, après l'avoir rempli, le bon de commande ci-joint accompagné de votre règlement. La lithographie vous sera alors adressée dans son emballage spécial de protection.

Cadeaux de fin d'année 1989

"Vendredi" a négocié pour vous des tarifs exceptionnels.

Offrez cette superbe lithographie de la "Déclaration des Droits de l'Homme"

Bon de Commande

à retourner à
"Vendredi"
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07

Vendredi

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

_____

_____

Veuillez m'adresser _____ lithographie(s) signée(s) tirée(s) sur Velin d'Arches 160 grammes

Format	prix unitaire	nombre	montant total
60 x 80	~~470 F~~ 200		
40 x 60	~~380 F~~ 160		
Frais d'expédition en recommandé			38 F

OFFRE SPECIALE LIMITEE A 500 EXEMPLAIRES

Lithographie tirée sur papier Richard De Bas 220 gr et numérotée	~~1800 F~~	800	
TOTAL			

☐ Je suis intéressé par les encadrements. Veuillez m'adresser votre documentation.

Règlement comptant à la commande, paiement par : ☐chèque bancaire, ☐chèque postal, ☐mandat lettre

collection Jean